

LES ALLIANCES AMÉRICAINES EN ASIE

Force et fragilité des partenaires

Le bassin du Pacifique, enjeu économique et plate-forme d'une nouvelle stratégie

Par MICHAEL T. KLARE*

ON fait généralement débuter l'ère post-vietnamienne en Asie à la signature de accord de paix de Paris...

Depuis lors, le PACOM, dont le quartier général est situé à Hawaii, est responsable de la protection des intérêts américains dans une vaste région...

La doctrine Nixon prévoit que les Etats-Unis ne fourniront plus de troupes au sol pour les guerres contre-insurrectionnelles en Asie...

Le conflit indo-chinois est clairement montré l'opinion publique américaine ne tolèrera plus le sacrifice de vies américaines dans des guerres contre-insurrectionnelles...

L'océan Indien «nouveau cœur du monde»

Plus de cent soixante-douze mille soldats américains montent le garde dans la région pour protéger les intérêts américains.

Pour décrire l'extension du capitalisme américain en Asie, les hommes d'affaires américains ont créé le concept de «bassin du Pacifique».

Ces dernières années, on a étendu le concept de «bassin du Pacifique» à l'océan Indien, le «nouveau cœur du monde».

Un autre, le plupart des troupes américaines retirées des bases terrestres de Thaïlande et de Corée doivent être rélogées dans des bases insulaires voisines...

Les forces américaines (non nucléaires) sont déployées à l'ouest du Pacifique pour dissuader toute agression et rassurer nos alliés.

Cette stratégie iso-navale semble à première vue réduire le champ d'intervention militaire américain sur le théâtre du Pacifique.

En encourageant un accroissement des échanges entre pays du bassin du Pacifique (pays continentaux compris) et en facilitant, par une assistance et des investissements...

Une longue chaîne de bastions insulaires

Ces bases insulaires fournissent un appui logistique et un relais de communications aux forces américaines basées dans la région.

Ces forces peuvent être déployées rapidement dans toute zone critique de la région du bassin du Pacifique.

Les plus importants de ces bastions insulaires sont au Japon, à Okinawa et aux Philippines.

La transformation croissante de l'agriculture domestique au profit des cultures industrielles à forte rentabilité.

Le développement accéléré des industries à haute technologie tournées vers l'exportation.

Enfin, conséquence naturelle de ce qui précède, la formation rapide d'élites affairistes autochtones.

Le contrôle des voies d'eau stratégiques de l'Asie doit permettre aux Etats-Unis d'exercer éventuellement leur influence sur toutes les nations dont le survie économique dépend d'importations maritimes de denrées alimentaires...

Ces bases insulaires fournissent un appui logistique et un relais de communications aux forces américaines basées dans la région.

Ces forces peuvent être déployées rapidement dans toute zone critique de la région du bassin du Pacifique.

Les plus importants de ces bastions insulaires sont au Japon, à Okinawa et aux Philippines.

La transformation croissante de l'agriculture domestique au profit des cultures industrielles à forte rentabilité.

Le développement accéléré des industries à haute technologie tournées vers l'exportation.

Enfin, conséquence naturelle de ce qui précède, la formation rapide d'élites affairistes autochtones.

plus intéressée à la préservation du système capitaliste mondial.

En résumé, les efforts américains pour accélérer le rythme du développement économique dans le bassin du Pacifique entraînent une interdépendance accrue et une plus grande consommation de matières premières...

L'ancien ministre de la défense, M. James R. Schlesinger, s'était fait l'avocat d'une telle association dans une étude remarquable publiée en 1963.

La force militaire demeure l'ultime sanction des Etats-Unis, indique M. Schlesinger, mais il faut mettre au point des «ripistes intermédiaires» pour faire face à l'action provocatrice de pays du tiers-monde.

Politique économique et politique militaire associées constituent un instrument très efficace et très gradué au service des intérêts américains en Asie.

Politique économique et politique militaire associées constituent un instrument très efficace et très gradué au service des intérêts américains en Asie.

Contrôler le développement économique

1) Une dépendance accrue envers les sources étrangères de pétrole brut et raffiné, dont la majeure partie devra provenir des compagnies pétrolières contrôlées par les Américains.

2) La transformation croissante de l'agriculture domestique au profit des cultures industrielles à forte rentabilité.

3) Le développement accéléré des industries à haute technologie tournées vers l'exportation.

4) Une participation nationale accrue au système monétaire international, qui est en grande partie contrôlé par les Etats-Unis.

Advertisement for Citroën Champ-de-Mars S.A. featuring an image of a Citroën CX car and contact information for international relations.

(1) Commandement américain du Pacifique, quartier général, Pacific Command, Honolulu, Hawaii.

(2) Richard Nixon, U.S. Foreign Policies in the 1970s, Foreign Affairs, p. 26.

(3) Congrès américain, Chambre des représentants, Commission des opérations étrangères (qui décide de l'ouverture des crédits), sous-commission, Foreign Assistance and Related Activities Operations for 1971, Hearing, 91^e congrès, 1^{er} session, 1970, 1^{er} partie, p. 307.

(4) World Pacific Basin Reports, 1^{er} février 1973, p. 23, pour le détail des investissements, et 1^{er} juillet 1973, pp. 133, 145, pour le pétrole.

(5) Océan indien, Pacific Basin Reports, 1^{er} février 1973, p. 23.

(6) Cité par Felix Wiley dans «Vietnam and the Pacific Rim Strategy», Le Vietnam, juin 1969, p. 7.

(7) Rocco M. Peona, «The Soviet Threat in the Indian Ocean», Military Review, décembre 1970, p. 46.

(8) The Washington Post, 21 novembre 1969 et The New York Times, 25 juin 1974.

(9) Thomas H. Moore, U.S. Military Posture, Fiscal Year 1974, Washington, ministère de la défense, 1974, p. 48.

(10) Volk et Okinawa : Keystone of the Pacific in the World, séminaire habdomadaire en anglais, 25 juin 1969.

(11) The New York Times, 20 juin 1974.

(12) U.S. Strategy for Gaining No. 1 Power in Asia, interview de l'auteur Noel Gayler, dans U.S. News and World Report, 23 mars 1974.

(13) James R. Schlesinger, «Strategic Leverage from Aid and Trade», in David M. Anderson et Richard V. Allen, eds, National Security, New York, Praeger, 1965, pp. 687, 692, 693.

(14) Ibid., pp. 693, 695.

Advertisement for Grosperon, Raoul Grosperon SUC, offering moving, packaging, storage, and expeditions services.

Advertisement for UN College, featuring an image of a globe and text describing international studies.

Handwritten note at the bottom of the page: 50/10/1975

LES EN AS tenaires

Le prix de la fidélité du Japon

Dès le début de la « guerre froide », les stratégies américaines ont considéré le Japon à la fois comme un point d'appui majeur pour leurs opérations dans le reste de l'Asie et comme un géant économique dont le passage au communisme pourrait changer l'équilibre de la puissance industrielle aux dépens de l'Occident (15). Pour Washington, le loyalisme du Japon à l'égard du système capitaliste mondial ne pouvait être garanti que si on lui assurait l'accès à des sources de matières premières et des marchés suffisants dans le communisme du Pacifique au sens large. Ainsi, dès le tout début de la « guerre froide », l'Asie du Sud-Est et le Japon ont été étroitement associées dans les préoccupations stratégiques américaines.

Ce fut ce raisonnement qui servit à justifier le financement par les Etats-Unis de la guerre française contre le Vietnam, puis l'intervention américaine directe au Vietnam. Par la suite, tandis que l'économie japonaise commençait l'ascension qui allait lui permettre de se hisser au troisième rang mondial, Washington découvrit d'autres raisons impératives d'une expansion du commerce japonais en Asie du Sud-Est : d'une part, contribuer à réduire le flot d'exportations japonaises sur le marché américain (où elles commencent à nuire à la rentabilité des produits américains); d'autre part, initier un développement du Japon à la survie des économies capitalistes du bassin du Pacifique, ce qui devait inciter les Japonais à accorder un soutien économique, politique et militaire accru aux régimes clients des Etats-Unis.

Ce dernier point a pris une importance particulière pour les Etats-Unis, dont les capacités militaires se sont clairement ressenties de la longue et coûteuse aventure vietnamienne. Washington a constamment favorisé l'expansion de l'appareil militaire japonais; ce fut même une des principales préoccupations du gouvernement Nixon. Lorsque M. Melvin Laird, alors secrétaire à la défense, se rendit à Tokyo en juillet 1971, il déclara à des responsables japonais que leur pays devait jouer un rôle plus actif dans la défense des régions pro-occidentales (en particulier ceux de la Corée du Sud et de Taïwan) pour que les Etats-Unis continuent de défendre le Japon contre une menace nucléaire (16). Cette exigence devait être renouvelée lors de la visite à Tokyo de l'actuel secrétaire d'Etat, M. Henry Kissinger, en juin 1972, et elle n'a pas cessé d'être réitérée depuis lors (17).

Si la stratégie américaine a toujours tablé sur un rôle croissant pour le Japon en Asie du Sud-Est, ce n'est qu'en cours de dernières années que le Japon a effectivement cherché à tenir ce rôle. Le commerce japonais avec l'Asie non communiste s'est accru de façon spectaculaire à partir de 1968; les investissements japonais en Corée du Sud, à Taïwan, aux Philippines, en Indonésie, en Thaïlande et en Malaisie commencent à rivaliser avec ceux des Etats-Unis, voire à les dépasser (18). Parallèlement à ces développements économiques se poursuit l'expansion de l'appareil militaire japonais, qu'on appelle « forces d'autodéfense » eu égard à la Constitution pacifiste du Japon. Le plan de défense quinquennal actuel — le quatrième depuis 1950 — prévoit que les « forces d'autodéfense » acquerront suffisamment de bombardiers, de navires de guerre et d'autres armes pour élargir le « périmètre de défense » du Japon jusqu'à Okinawa et jusqu'à d'autres îles situées à des centaines de kilomètres au large de l'archipel proprement dit (19). A la fin du V^e Plan, en 1980, le Japon devrait posséder



tant, à mesure que croîtra le désir du Japon d'une plus grande indépendance et d'une autonomie réelle (ce qui ne peut manquer d'arriver), Tokyo entrera inévitablement en conflit avec les efforts de Washington pour contrôler les termes et les flux des échanges et des investissements en Asie. En dernière analyse, les

Instabilité et risques de défection

Si une éventuelle défection du Japon représente la plus grave menace potentielle pour la stratégie américaine en Asie, il y a bien d'autres conflits, rivalités et tensions qui constituent une menace sérieuse à la stabilité de l'ensemble du système. On ne saurait oublier en effet qu'en dépit de deux conflits majeurs, de nombreuses campagnes de contre-insurrection et d'une assistance militaire de plusieurs dizaines de milliards de dollars, les Etats-Unis n'ont toujours pas réussi à détruire les mouvements révolutionnaires implantés dans le Japon. Un rapide survol de la situation militaire montre que le potentiel de conflits et de troubles est plus grand que jamais et qu'aucune stratégie ou alliance du Pentagone dans le Pacifique ne peut garantir une « génération de paix » en Asie.

La stratégie du bassin du Pacifique se compose en effet de nombreux éléments inégalement rapprochés de façon artificielle. Elle est fondée sur le maintien de bases avancées dans des pays dirigés par des dictateurs qui se sont complétement coupés de la population et qui ont dû adopter des mesures de plus en plus autoritaires pour empêcher un soulèvement populaire. A mesure que grandit leur action répressive s'accroît également la probabilité que leur chute entraînera de profonds changements sociaux et politiques.

Les Etats-Unis étant très étroitement identifiés au régime sortant, il est à prévoir que, quel que soit le nouveau gouvernement, il cherchera à diminuer l'influence de Washington. (Ce processus est visible en Thaïlande, où les gouvernements qui ont succédé à la dictature Thanom-Prapas se rapprochent des régimes communistes et ont ordonné aux Etats-Unis de cesser d'utiliser leurs bases thaïlandaises pour les vols de reconnaissance, au-dessus de l'océan Indien.) Bien que la perte de bases dans l'un de ces pays ne soit pas en elle-même un handicap décisif pour le système américain, de telles évolutions pourraient

entraîner une réaction en chaîne en remettant en question la pérennité de l'alliance du Pacifique.

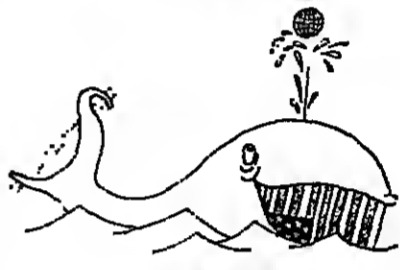
Ainsi l'instabilité en Asie constitue la menace la plus sérieuse pour le système du bassin du Pacifique patronné par les Etats-Unis. Comme le Vietnam l'a montré, ces événements ne peuvent toutefois être séparés du processus politique aux Etats-Unis mêmes; toute stratégie de maintien de la domination américaine en Asie et des chances de susciter des résistances aux Etats-Unis. Déjà, le gouvernement Nixon avait éprouvé des difficultés considérables pour persuader le Congrès de voter les

fonds nécessaires au soutien de la clientèle asiatique des Etats-Unis. Alors que le courant en faveur d'une réduction des aides attribuées gagne en importance, il est peu vraisemblable que Washington puisse continuer à promettre à ses alliés asiatiques les sommes de subsides qu'il ont pris l'habitude de recevoir.

La relation entre les événements en Asie, au Japon et aux Etats-Unis devient on ne peut plus évidente quand on considère une ultime éventualité: l'éclatement d'une révolution populaire armée dans une des places fortes vitales des Etats-Unis dans le Pacifique. Si les Etats-Unis intervenaient de toute leur puissance, rien ne garantirait qu'ils l'emporteraient sur le terrain, mais il y a toutes les chances pour qu'une telle action provoque de vives protestations chez eux. En outre, si la guerre devait se prolonger, il est vraisemblable que le désunion croissante aux Etats-Unis précipiterait une crise politique d'une ampleur sans précédent. D'autre part, si Washington persuadait le Japon de prendre la tête d'une intervention, il est probable que le parti démocrate-libéral japonais, actuellement au pouvoir, connaîtrait une crise parlementaire. Enfin, l'apparition de troupes japonaises aidées presque à coup sûr à légitimer la rébellion, car le mécontentement à l'égard du Japon demeure puissant dans tous ces pays qui furent occupés par lui durant la seconde guerre mondiale.

En d'autres termes, toute riposte américaine à une révolte provoquerait des résistances et des protestations dans quelque autre partie du système du bassin du Pacifique, et bien qu'aucune des stratégies disponibles à Washington ne peut garantir la suprématie américaine à long terme dans une alliance asiatique.

MICHAEL T. KLARE.



(Dessins de PLANTU.)

(15) J. K. Holloway Jr., « The Post-Vietnam Navy », U.S. Naval Institute Proceedings, août 1972, p. 57.
 (16) The New York Times, 8 juillet 1971.
 (17) The Washington Post, 13 juin 1972.
 (18) Cf. Jon Halliday et Gavin McCormack, Japanese Imperialism Today, New York, Monthly Review Press, 1973, pp. 17-76, 135-161. Publié en français sous le titre Le Nouvel Impérialisme japonais, Le Seuil, Paris, 1972.
 (19) Ibid., pp. 84, 85. Voir aussi: Herbert Bix, « Report on Japan, 1973 », Bulletin of Concerned Asian Scholars, vol. IV, été 1972, pp. 22, 23.
 (20) Bix, « Report on Japan », p. 25.
 (21) Halliday et Ovin, op. cit., pp. 84, 85, 102.

Une association pourtant inégalée

à certains indices si Tokyo ne pourrait pas un jour remettre en question cette association. De fait, depuis que les Etats-Unis ont renoué avec Pékín sans en informer Tokyo ou préalablement, de nombreux stratèges japonais prônent une plus grande autonomie tant en politique étrangère que dans la planification économique à long terme.

Toutefois, s'il est clair que le Japon occupe une position privilégiée dans le nouveau système du bassin du Pacifique conçu à Washington, il est tout aussi clair que c'est une position de subordination. Tout en encourageant le Japon à accroître ses échanges avec l'Asie du Sud-Est et à diversifier ses investissements dans des domaines tels que les textiles, l'électronique ou le bois, les Etats-Unis se réservent les investissements vraiment décisifs et lucratifs dans le pétrole, les minerais et le raffinage.

Les firmes américaines ont été les premières à ouvrir la région au « développement des ressources »; leur initiative leur a énormément rapporté en termes de découvertes et de concessions pétrolières et minières. Une carte des concessions pétrolières publiée par Petroleum News - Southeast Asia en avril 1974 déjà met la main sur les plus riches concessions pétrolières off shore de la région. Les sociétés américaines dominent également des secteurs aussi cruciaux

que la technologie de forage et l'exploration minière off shore. Tout cela suggère que le Japon, avide de ressources, continuera de dépendre des sources de matières premières contrôlées par les Etats-Unis et que sa part dans beaucoup des industries les plus lucratives continuera d'être inférieure à celle des Etats-Unis.

La nature inégale de l'alliance Japon-Etats-Unis est également évidente dans le domaine militaire: bien que Washington veuille que Tokyo accroisse son rôle de défense en Asie, il s'oppose à tout ce qui pourrait entraîner l'autonomie du Japon en matière de puissance militaire et en particulier au développement d'une capacité nucléaire indépendante.

La succès ou l'échec de la stratégie iso-navale américaine en Asie dépend donc bien du type d'alliance passé avec le Japon. Sans ses bases japonaises et sans la participation du Japon au système naissant du bassin du Pacifique, les Etats-Unis ne peuvent guère s'attendre à demeurer la puissance dominante dans la zone du Pacifique et de l'océan Indien. Pour-

Une Simca-Chrysler neuve pour 50 FF* par jour.

Incroyable?
Pas du tout. C'est simple: Chrysler-France vous propose une voiture pour la durée de votre séjour en Europe.

En d'autres termes, nous mettons à votre disposition une voiture, avec assurance tous risques et garantie totale, pièces et main-d'œuvre.

Cette voiture, vous vous en servez de un à six mois, avec un kilométrage illimité, et, à la fin de votre séjour, nous vous la reprenons. Le prix que vous paierez aura été fixé à l'avance et représentera uniquement l'utilisation du véhicule.

Ainsi, pendant votre séjour en Europe, vous aurez une voiture neuve, pour un prix imbattable.

Voyagez à travers l'Europe pour une somme minimale. Avec Chrysler, cela ne pose aucun problème. Il vous suffit de nous appeler, nous pouvons vous livrer votre voiture immédiatement.

*Prix par jour pour une 1100 GLS sur la base de 62 jours.



Locasim. Division des Ventes à l'Exportation. 74 bis, rue Lamignon, 75116 Paris - France. Tél. 553.31.89.

UN COLLÈGE EFFICACE...

Pour FILLES et GARÇONS: un collège où l'on travaille dans l'ordre, le calme. Toutes séries et langues, de la sixième aux BACCALAUREATS A, B, C, D. Cours de rattrapage. Professeurs de lycées et facultés. Tous sports: équitation, piscine, judo, etc. Service psychologique. Documentation gratuite. COLLEGE PRIVÉ FRANÇAIS "MIRAMONT-LATDUR" par MONTÉSTRUC en GASCogne (32390). - Tél.: (62) 06-28-51.

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

62, route de Chêne
LA GRANDE-BOISSIERE
1208 GENEVE (Suisse)
Tél.: 022-36.71.30

LA CHATAIGNERAIE
1297 FOUNEX (Vaud)
(Suisse)
Tél.: 022-76.24.31

BACCALAUREAT INTERNATIONAL
Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français
Internat et externat pour filles et garçons
Sports d'été et d'hiver



CHILI

Disparitions sans mystères

Comment la junte a organisé un troc macabre

ISOLEE du monde, critiquée par les Eglises et par les institutions d'aide internationale, croyant dissimuler ses crimes...

«Brigade Negra». Le journal chilien ajoutait que ce n'était pas nouveau et que les services de sécurité avaient découvert un plan destiné à faire des entêtements...

Mais les choses n'allaient pas se passer sans provoquer de réactions. Le 25 juillet, El Mercurio annonçait que le nonce avait fait une démarche auprès du ministère chilien des affaires étrangères...

Indignées, les familles organisèrent une protestation publique auprès des autorités chiliennes. A cela s'ajouta une demande massive de protection des prisonniers...

Le journal La Opinion ayant fourni d'autres informations sur les groupes qui avaient contribué à monter l'opération, Time put citer en particulier « un obscur hebdomadaire intitulé Lea »...

BIBLIOGRAPHIE

POUR COMPRENDRE LE PÉRONISME ET L'APRÈS-PÉRONISME

AVEC l'ouvrage que viennent de publier François Gêze et Alain Labrousse (1), le lecteur français va disposer pour la première fois d'une analyse scientifique rigoureuse du phénomène péroniste...

nomique après 1952 et surtout la faiblesse de l'accumulation capitaliste, conséquence du type de développement choisi, imposant à la bourgeoisie l'appel au capital étranger...

sous-continent et comme base d'expansion économique de leurs sociétés multinationales, la grande bourgeoisie argentine en est réduite à espérer, au mieux, une place décente dans le nouveau divisionnisme du travail.

VE ARM E CHOC ALIMENT

RECHERCHES UNIVERSITAIRES SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES

La fin d'un monopole

L'ETUDE des relations internationales, spécialisée américaine? La question était posée, il y a vingt ans, par Alfred Grosser (1), qui relevait la multiplication, aux Etats-Unis, des spécialistes, cours, maîtres et diplômés...

du programme de la direction communiste nationale, ou, au contraire, révélait-elle l'effacement de la position dominante du parti communiste et de la proche effondrement du régime? Le déploiement d'un important appareil méthodologique laissera peut-être sceptiques une fraction des lecteurs qui apprécieront la brillante analyse d'un processus historique, la claire remise en forme d'une multitude de sources primaires et secondaires, et, finalement, l'étude neuve seulement de l'évolution du système politique tchéco-slovaque, mais surtout de la reformulation des rapports entre gouvernements et gouvernés entre janvier et août 1968.

A l'intérieur même de l'hexagone, existe une université européenne qui, après vingt-cinq années d'activité, constitue un dynamisme qui pourraient lui ouvrir ses portes, c'est le Centre européen universitaire de Nancy, dirigé depuis peu par Georges Bonet, et dont les promotions annuelles comportent une majorité de ressortissants étrangers, parmi lesquels, traditionnellement, une certaine proportion d'étudiants est-européens.

La thèse de Mme Michèle de Séve, enseignante à l'université du Québec à Montréal, est consacrée au « Mouvement populaire tchécoslovaque » (3) ; elle a été préparée dans le cadre de la Fondation nationale des sciences politiques, sous la direction de Georges Larau. Thème original: l'auteur part de son attention, non pas sur la voie normale de l'action politique, celle d'acteurs qui acceptent les règles du jeu et usent de moyens consentis, mais sur ces moments forts de la vie en société où les traditions les mieux établies s'évaluent impulsives à résoudre les contradictions sociales majeures.

مركز لدراسات

Aide humanitaire et volonté de puissance

UNE ARME POLITIQUE DE CHOC : L'ALIMENTATION

Divers responsables américains et le président Ford lui-même ont publiquement annoncé que, dans la panoplie américaine, l'alimentation serait une « arme politique » particulièrement efficace. Le fait n'est pas nouveau, il est simplement reconnu pour ce qu'il est : non pas un instrument de faide à une humanité sous-alimentée, mais un outil au service d'une volonté de puissance. Un rapport de la C.I.A. analyse les conditions de son utilisation.

Mais, s'il en est ainsi, c'est essentiellement pour deux raisons : d'une part, la population mondiale augmente plus vite que la production agricole, malgré toutes les promesses de la « révolution verte » ; d'autre part, les pays prospères accroissent leur consommation de viande, ce qui multiplie sans cesse la part de la production céréalière utilisée comme aliment du bétail. La faim dans le monde est un pro-

blème qui, déjà préoccupant, a encore tendance à s'aggraver. Cette situation est favorable à la politique des pays grands producteurs agricoles et aussi, bien entendu, aux firmes qui exploitent ce marché prometteur.

De ce point de vue, la hausse alimentaire n'est pas uniformément déplorée, tant s'en faut. En 1972, les achats par l'U.R.S.S. de 19 millions de tonnes de céréales aux Etats-Unis avaient été bien accueillis par le département d'Etat (« détente » oblige !) et par les exportateurs de grains. Ils avaient été moins bien accueillis par des centaines de fermiers américains qui avaient vendu leur récolte à un prix normal, parfois à bas prix, avant que ne soit connue la transaction américano-soviétique, elle-même délibérément dispensée des contrôles administratifs habituels. Du coup, le prix du blé sur le marché intérieur américain

avait doublé en quelques semaines : contribuables et consommateurs avaient payé la différence...

Le problème rebondit en août 1975, l'U.R.S.S. négociant l'achat de 10 millions de tonnes de céréales aux Etats-Unis, ce qui déclenche une polémique, au sein du gouvernement, sur les effets inflationnistes de cette transaction. Cependant Washington annonce que les prix alimentaires ont augmenté de 12 % en juillet, hausse qui atteint 6,6 % pour les valaïes et 12 % pour les légumes frais en certaines régions. Cette flambée est due, aussi, à celle des solaires, des transports, de la distribution, des emballages, etc. Mais l'inflation n'est pas également nocive pour tous et, en outre, elle est largement exportée vers d'autres pays, tous n'étant pas en mesure d'y faire face dans d'acceptables conditions, surtout les plus pauvres.

Là-dessus, une révision en baisse de la récolte soviétique prévue (de 210 à 185 millions de tonnes) et une sécheresse exceptionnelle dans l'Iowa, plus de savantes spéculations, font monter le prix du boisseau de 2,20 à 4,95 dollars pour le blé à Kansas-City et de 0,42 à 3,17 dollars pour le maïs à Chicago.

Ces éléments posent simultanément plusieurs problèmes que le dossier ci-dessous tente d'éclaircir : comment nourrir un milliard d'êtres humains dont le revenu est inférieur à \$30 F par an ? Comment mettre les prix alimentaires à l'abri des plus scandaleuses spéculations ? Comment, par une relative autosuffisance alimentaire, soustraire la souveraineté nationale à certaines pressions politiques des grandes puissances ? Comment assurer aux producteurs agricoles, dans la société, une place qui corresponde équitablement au rôle essentiel qui est le leur ?

Nourrir à bas prix la force de travail nécessaire à l'accumulation du capital

Industrialisation de la production et impérialisme

Par PIERRE COULOMB et HENRI NALLET *

CRISE dans la crise ? Si l'augmentation rapide du nombre des chômeurs révèle l'ampleur de la crise que connaissent les secteurs industriels des économies occidentales, on peut encore s'interroger sur la nature et la gravité des difficultés que rencontrent les agricultures du monde occidental. Les symptômes du mal sont pourtant nombreux et variés, mais les diagnostics demeurent hésitants.

Le premier signe, et le plus évident de la crise des politiques agricoles est fourni, depuis plusieurs années, par le déréglage des marchés mondiaux des produits agricoles. Disparition des stocks de céréales, pénurie de soja, hausse vertigineuse des cours du sucre, difficultés d'approvisionnement en viande bovine, ont suffi à détruire le mythe de l'opulence alimentaire.

Mais ne s'agit-il-on pas la crise des marchés agricoles mondiaux qui porte finalement sur de très faibles quantités de produits ? N'accroissent-ils pas trop d'importance aux comportements spéculatifs de quelques joueurs bourgeois ? Ne sommes-nous pas en face d'un classique « désajustement » des offres aux demandes dû à une mauvaise conjonction des courbes de demande et d'offre, dramatisée par la psychose de crise ?

Un tel jugement supposerait que l'on considère la production agricole comme un secteur produisant, selon des normes « industrielles », les quantités de biens nécessaires à la satisfaction des besoins solvables des consommateurs. Dans la situation présente, il suffirait donc d'affecter de nouvelles ressources en capital et en travail aux productions déficitaires pour qu'un nouvel équilibre ne tarde pas à s'établir. Ce type d'analyse a largement inspiré les politiques agricoles productivistes des pays capitalistes avancés après la seconde guerre mondiale, mais elle n'a pas pour autant modifié les formes sociales de la production agricole. En effet, cette analyse économique, d'origine néo-classique, est totalement abstraite, car elle ne tient aucun compte du développement historique des différentes formes de production et du rôle spécifique des produits alimentaires dans la reproduction des sociétés capitalistes. Or il faut justement partir de cette ignorance de l'analyse néo-classique pour comprendre la nature de la

crise agricole des pays capitalistes et l'incertitude apparente de leurs politiques. Depuis ses origines, le capitalisme a toujours cherché à s'approvisionner en produits alimentaires au plus bas coût possible. Car il s'agit de biens très particuliers qui entrent, aujourd'hui encore, pour une part essentielle dans la reproduction de la force de travail, dans la fixation de son prix, le salaire. La lutte contre « la cherté des blés » est une constante de l'idéologie du capitalisme industriel qui exprime ainsi, à sa façon, que l'alimentation à bon marché est une condition de l'accumulation du capital. Quel que soit le système d'approvisionnement alimentaire adopté par chaque pays capitaliste, celui-ci trouve sa rationalité dans cette exigence générale.

Ainsi l'Angleterre victorienne a trouvé avantageux pour le développement de son capital industriel de liquider sa propre agriculture de fermiers capitalistes aux techniques de production très modernes au profit d'un système d'approvisionnement de type impérialiste. Cette « solution » à base de pillage colonial a contribué au développement de la position hégémonique du capitalisme anglais au dix-neuvième siècle. Les Etats-Unis, qui succèdent à l'Angleterre dans la domination impérialiste, combineront un approvisionnement à bon marché dans les pays sous-développés de la zone qu'ils contrôlent avec la possibilité très particulière que leur offre l'impérialisme : la conquête des terres gratuites de l'Ouest qui fourniront la base d'une agriculture

extensive. Ce double système connaît depuis plusieurs années de sérieuses difficultés à se reproduire. A l'intérieur des Etats-Unis, tout d'abord, il n'y a plus de terres gratuites. Elles se vendent même de plus en plus cher. D'autre part, la main-d'œuvre agricole n'est plus aussi facilement exploitable qu'à la belle époque des « fois moules » (wet-backs). Les deux conditions nécessaires à la poursuite d'une production agricole extensive sont ainsi de plus en plus difficilement remplies et les perspectives de développement de l'agriculture américaine, sur la base des formes sociales qui ont été les siennes jusqu'à présent, s'avèrent assez médiocres (cf. l'article de A. Chomino).

A l'extérieur de leur territoire, les Etats-Unis ont vu leurs facilités à contrôler de nouvelles zones de production agricole à bon marché se restreindre à mesure que leur domination impérialiste était contestée à la fois par leurs concurrents capitalistes et par les pays exploités (cf. l'article de J.S. da Veiga). Il leur faut aujourd'hui se battre dans de grandes entreprises agricoles modernes de « type industriel ». De plus, la détérioration dramatique de la situation des pays sous-développés rend de plus en plus inconcevable qu'on leur extorque des produits vivriers à bon marché. On en est arrivé plutôt au point où il faut leur en procurer.

Le système d'approvisionnement à la fois évolutif et résilient (que l'on songe à la rapidité avec laquelle les agricultures française et allemande se « remettent » des deux guerres mondiales), s'il satisfait aux nécessités du capitalisme, exige une politique agricole, un encadrement de la production adaptés aux nécessités très particulières de sa production et de son développement. D'une part, il faut tenir compte de l'impossibilité de l'accumulation du capital dans la production agricole en prélevant des fonds publics aux producteurs agricoles à un niveau tel qu'ils restent compatibles avec les néces-

sités de l'accumulation capitaliste dans l'ensemble de la société et assurent cependant la reproduction du producteur paysan et de sa famille. Or les hausses des prix des produits agricoles ont si considérablement amoindri le revenu des paysans que le développement de cette forme sociale de production peut se trouver compromise. Il faut donc procéder constamment à des ajustements.

Ces ajustements nécessaires au niveau des prix agricoles sont bien l'objet de conflits d'intérêts entre les principaux partenaires de l'Europe agricole. Chaque pays veille tout à la fois au bas niveau du système de prix alimentaires et au maintien de son revenu de ses paysans. Dans ce jeu, chacun peut soupçonner l'autre de tirer plus d'avantages : aussi l'agriculture française a pu paraître à beaucoup comme l'un des grands bénéficiaires du financement comme des marchés. Pourtant, paradoxalement, c'est l'agriculture allemande qui depuis 1970 s'est le plus développée, tant pour la production interne que pour les exportations : l'Allemagne a l'abri derrière la « barrière douanière » des montants compensatoires, a pu en effet tout à la fois limiter la hausse des prix alimentaires et protéger, par des aides directes, le revenu de ses paysans.

Ainsi, qu'il s'agisse du modèle anglo-saxon d'approvisionnement de caractère impérialiste ou du modèle ouest-européen constitué par des producteurs individuels, les politiques agricoles des pays capitalistes développés « redécouvrent » la seule question que le capitalisme peut poser à l'agriculture : comment nourrir au plus bas coût possible la force de travail nécessaire à l'accumulation du capital ?

Un système prétendument « retardataire »

CETTE constante impérialiste de la politique agricole américaine montre, à contrario, l'échec des tentatives d'« industrialisation » de la production agricole dans les pays capitalistes développés qu'inspirait l'analyse néo-classique rappelée plus haut. Les conditions particulières de la production agricole (nécessité d'acheter la terre, longueur du cycle de production, médiocrité des économies d'échelle) et la nécessité sociale de vendre les produits au plus bas prix possible ne permettent pas l'industrialisation de la production agricole sous la forme de la grande entreprise capitaliste réalisant un profit « normal » par rapport aux capitaux investis. La viande produite aux Etats-Unis dans les très grandes unités mises en place au cours des quinze dernières années est devenue un produit de luxe hors de portée des couches populaires. Mais, malgré ces prix élevés, les capitaux désertent cette branche de la production. L'augmentation générale des coûts de production (pétrole, engrais, céréales, soja) rend plus que jamais irréalisable toute volonté d'« industrialiser » l'agriculture, et particulièrement l'élevage sous la forme de la grande entreprise.

Dans ces conditions, l'attitude des Etats-Unis sur les marchés agricoles mondiaux se comprend aisément. Il est de leur intérêt que le prix des produits de leur propre agriculture extensive soit le plus élevé possible. Il suffirait pour cela de liquider les stocks dont ils sont détenteurs

(céréales) ou de freiner la production (soja) (cf. l'article de Chabert, Morlot et Spitz). Les Etats-Unis cherchent alors à vendre ces produits à des pays qui sauront, dans de bonnes conditions, les transformer en viande que les entreprises capitalistes américaines ne peuvent plus produire à bas prix. C'est la stratégie des négociateurs américains du « Nixon round », vis-à-vis de la C.E.E., exprimée dans le rapport Flannigan. Les tentatives impérialistes des Etats-Unis ne se limitent pas, en matière agricole, à l'Amérique latine !

L'agriculture de l'Europe de l'Ouest, que beaucoup considéraient comme archaïque et retardataire, posséderait-elle des capacités productives sous-estimées, ainsi que semblerait l'indiquer l'intérêt soudain que lui portent les Etats-Unis ? A l'âge des années 60, il ne faisait pas de doute, pour la plupart des responsables, qu'il fallait que cette forme de production laisse sans tarder la place à de grandes entreprises agricoles modernes de « type industriel ». Or, pas plus qu'aux Etats-Unis, il n'y a eu de véritable industrialisation de l'agriculture (le fameux rapport Flannigan est ainsi resté lettre morte). On découvre même que ces paysans individuels prétendument retardataires sont capables d'assurer l'approvisionnement de l'Europe dans des conditions tout à fait satisfai-

* Champs de recherche de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique).

INTERNATIONAL

LIRE PAGES 10 A 14

- P. 10-11. — Monnaies flottantes et Marché commun : une logique mondiale, Hélène Delorme. La politique de puissance des Etats-Unis et ses limites, Albert Chomino. — Une instabilité « normale » du marché international, J.-F. Chabert, M. Marlois et P. Spitz.
- P. 12-13. — Protectionnisme, colonialisme et investissements industriels en France au début du siècle, Michel Gervais. — La C.I.A. et l'arme alimentaire, Joseph Collas. — Quand les multinationales font du « ranching », José de Veta.
- P. 14. — Le paysan dans les pays capitalistes développés, Claude Serrois. — « Agribusiness » et modifications climatiques, James Ridgeway.

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat.
29 reçus sur 36 candidats au baccalauréat à la session de juin 1975

ecole **lémania** lausanne

3, chemin de Prévilly, Tél. 19-4121/20 15 01

La production céréalière s'organise sous l'égide des Etats-Unis

DEPUIS le 10 juillet dernier, le retour du franc dans le « serpent » monétaire européen...

Monnaies flottantes et Marché commun : une logique mondiale

Par HELENE DELORME*

des produits agricoles «étrangers» ont été enchâssés d'une taxe compensant la réévaluation du mark...

effet, le gouvernement français a obtenu de ses partenaires que les montants compensatoires ne corrigent que très partiellement la déviation du franc par rapport aux monnaies fortes de la C.E.E.

L'effet tonique qu'ont eu sur le dollar les achats de blé et de maïs auxquels l'U.R.S.S. vient de procéder en témoigne une nouvelle fois.

Ce risque sera rappelé périodiquement, comme lors de la visite à Bruxelles du secrétaire d'Etat à l'Agriculture en novembre.

La guerre du blé aura-t-elle lieu ?

MAIS au-delà de l'infinie complication technique qui le caractérise, le fonctionnement de ce système correcteur tend à remettre en cause à tout moment les objectifs avoués de la construction européenne.

C.E.E. Ainsi les correctifs monétaires finissent-ils par devenir le meilleur mécanisme d'intégration de la production européenne aux systèmes d'échanges agricoles qui cherchent à organiser les Etats-Unis.

MANIFESTATION, CET STE, DE VITICULTEURS FRANÇAIS DE L'YERRELAULT. Contre la politique agricole commune.

Mais la réorientation des exportations de céréales françaises vers la C.E.E. ne prend son sens véritable que sur l'acceptation des exigences américaines concernant la politique d'exportation de la C.E.E.

l'accord de février 1973, elle accepte d'augmenter ses stocks de blé et de maïs. Une politique « prudente » d'exportations mondiales.

politique écarte les céréales françaises de marchés où elles étaient implantées depuis longtemps (notamment Proche-Orient et Egypte) au profit des céréales d'outre-Atlantique.

PAYS EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS

Une instabilité "normale" du marché international

Par J.-P. CHABERT, M. MARLOIE, et P. SPITZ *

DEPUIS la fin de la seconde guerre mondiale, la position exportatrice de quelques pays industrialisés (Etats-Unis, Canada, Australie, France) a cessé de se renforcer sur le marché international des biens agricoles et alimentaires.

d'équipement adoptés, après la guerre, par les pays bénéficiaires ; Et enfin par le relâchement des liens économiques politiques entre les métropoles et leurs colonies.

out, sur le marché international, des prix voisins qui fluctuent parallèlement. Disons schématiquement que le soja et l'arachide ont le même prix mondial.

d'être fragmenté, cloisonné par des Etats qui définissent et garantissent des règles particulières pour l'entrée et la sortie de territoire qu'ils contrôlent, pour l'organisation des rapports économiques et sociaux entre leurs citoyens.

La marginalisation prépare la modernisation

DANS ces conditions, un même prix mondial peut entraîner la marginalisation de l'économie agro-alimentaire à un pôle et sa prospérité à un autre. La division internationale du travail tend alors à s'accentuer.

TABLEAU I D'énormes écarts de rentabilité.

Table with 4 columns: Soja Etats-Unis (dix-sept ans de l'Arkansas), Coïsa France (Loire-Garonne), Arachide Sénégal, and a row for Rendement en fruits (kg/ha) with values 1 850, 2 277, 932.

ment développés, mais que les Etats ne s'en trouvent pas affectés. Ils sont au contraire essentiels ou fondamentaux au marché international. Les agents socio-économiques les plus puissants et les plus multinationaux sont en effet les mieux placés pour tirer parti des avantages comparatifs de type économique, financier, fiscal, etc., qui apparaissent à tel ou tel moment dans tel ou tel Etat.

Handwritten text at the bottom of the page.

spectaculaire des mécanismes compensateurs monétaires accentue alors la préférence des États-Unis pour les céréales américaines sur les marchés européens...

européenne. Ils permettent de mesurer aussi les graves incertitudes qui pèsent sur l'avenir de la production et du commerce de céréales en France.

inférieurs aux prix mondiaux, il se trouve actuellement devant la perspective de les financer lui-même. L'aide au stockage privé financée par la C.E.E. (dit « intervention B ») apparaît en effet, modeste au regard des inventaires accumulés en France : 1,185 million de tonnes, dont 800 000 pour la France, face à 7 millions de tonnes.

comme interlocuteurs privilégiés les grandes firmes américaines. En outre, une fois les contrats obtenus, comme avec les pays producteurs de pétrole, le gouvernement doit pour les honorer avoir l'appui de ses partenaires. Nous avons vu les obstacles auxquels il s'est heurté récemment.

causes a toujours été un facteur déterminant pour leur succès ou leur échec. Il suffit de rappeler que des prix communs pour les céréales n'ont pu être adoptés en décembre 1964 qu'au moment où Washington a joint ses pressions à celles de Paris pour faire admettre cette décision au gouvernement allemand.

Si ces événements révèlent que les menaces d'embargo américaines visent moins à réduire les importations de la C.E.E. que ses exportations, ils montrent surtout que le Marché commun tend à fonctionner comme un élément du dispositif américain au lieu de devenir un facteur d'affirmation d'une spécifi-

En vue de dominer les marchés mondiaux de produits agricoles

L'INTENTION d'être beaucoup plus largement présente que par le passé sur les marchés mondiaux de produits agricoles a été très clairement exprimée par les États-Unis depuis l'été 1972, afin de tirer avantage de la forte demande et des prix élevés. Il en résulte qu'une nouvelle politique agricole destinée à développer au maximum la production (essentiellement de blé, maïs et soja) a été mise en œuvre.

en place. La tendance a toujours été de les agrandir au maximum. En même temps, la densité de population agricole octoïde était fixée à un taux convenable, c'est-à-dire relativement faible, par la limitation de l'immigration d'abord, par l'exodo rural ensuite. De la sorte, les bases d'une haute productivité du travail étaient établies.

Par ALBERT CHOMINOT * végétaria de base était adéquat aux objectifs d'exportation de produits agricoles.

tendant à développer au maximum la production. Ce développement de la production est certainement possible : on a eu raison de souligner que le potentiel de production agricole américaine était volontairement sous-utilisé.

Les transformations affectent aussi l'élevage, et tout particulièrement l'élevage bovin et viande. Celui-ci a atteint au cours des deux à trois dernières décennies un très haut degré de spécialisation. La filière viande bovine classique comporte un élevage naisseur très extensif (ranching du Far-West) ou marginal (petites exploitations de subsistance dans l'Appalachian et du Sud-Est), approvisionnant en jeunes bêtes à bas coût des ateliers d'engraissement artisanaux (jusqu'à mille têtes) ou « industriels » (plusieurs dizaines de milliers de têtes).

La volonté de puissance des États-Unis et ses limites

Par ALBERT CHOMINOT *

Obstacles au développement de la production céréalière

MAIS le système existant mis en œuvre jusqu'ici est-il adapté à cet effort de production ? On peut supposer qu'il sera étendu à des surfaces nouvelles. Or il existe des réserves de terres aux États-Unis, et tout d'abord celles de la Banque du sol, surfaces « gelées » soustraites à la production de blé par des subventions aux agriculteurs.

seger un accroissement de la production par hectare, sur une surface totale en cet état de cause limitée, pour que l'objectif de production global soit atteint.

L'énorme accroissement des prix du maïs et du soja enregistré depuis 1972 compromet très sérieusement l'économie de ce type d'élevage. Dans le cas de la viande bovine, plus spécialement, on assiste en outre à un fléchissement de la consommation avec la dégradation du pouvoir d'achat des Américains et l'extension du chômage. L'année 1974 a été marquée par un net déclin des prix à la production. Pour les stérilisations d'engraissement, les difficultés économiques sont énormes : on a pu observer la faillite d'un certain nombre des plus grands d'élevages. La production de viande bovine aux États-Unis est dans une situation critique. La production de lait est de toute façon légèrement décroissante depuis plusieurs années déjà, en dépit de révolutions importantes des prix à la production. Elle risque de diminuer encore bien plus sérieusement.

Il y a fort longtemps qu'on a pris l'habitude de considérer l'agriculture américaine comme le modèle vers lequel doit tendre, normalement, toute agriculture dans un pays industriel développé. L'efficacité des techniques de production très avancées qui y sont employées permet (et en même temps suppose) l'accroissement continu de la taille des exploitations agricoles et leur spécialisation. Il en résulte une haute productivité du travail, caractéristique essentielle de l'agriculture des États-Unis. C'est d'ailleurs en référence à ce modèle que la modernisation des exploitations européennes a été entreprise depuis trente ans.

Il faut noter aussi l'existence d'une agriculture à caractère tout à fait différent, largement présente dans certaines régions comme la Californie ou la Floride. Sur la base de la grande propriété foncière héritée des haciendas mexicaines, une agriculture d'entreprise s'est développée, pour des productions très spécialisées (fruits, légumes) et en tirant profit de la surpopulation d'une main-d'œuvre abondante et bon marché — Chinois d'abord, Mexicains ensuite (1).

On avance des chiffres impressionnants : plusieurs dizaines de milliers d'hectares pourraient être ainsi gagnés à la production, mais il s'agit là d'informations non confirmées, qu'il convient de retenir avec réserve. Les projections du département américain de l'Agriculture sont plus prudentes : elles prévoient un accroissement des surfaces en blé-maïs-soja de 70 à 83 millions d'hectares, de 1973 à 1985, soit moins de 20%. Or l'augmentation de la production de ces trois produits devrait être, dans le même période, de 30 à 50%. Il faut donc en-

viser un accroissement de la production par hectare, sur une surface totale en cet état de cause limitée, pour que l'objectif de production global soit atteint.

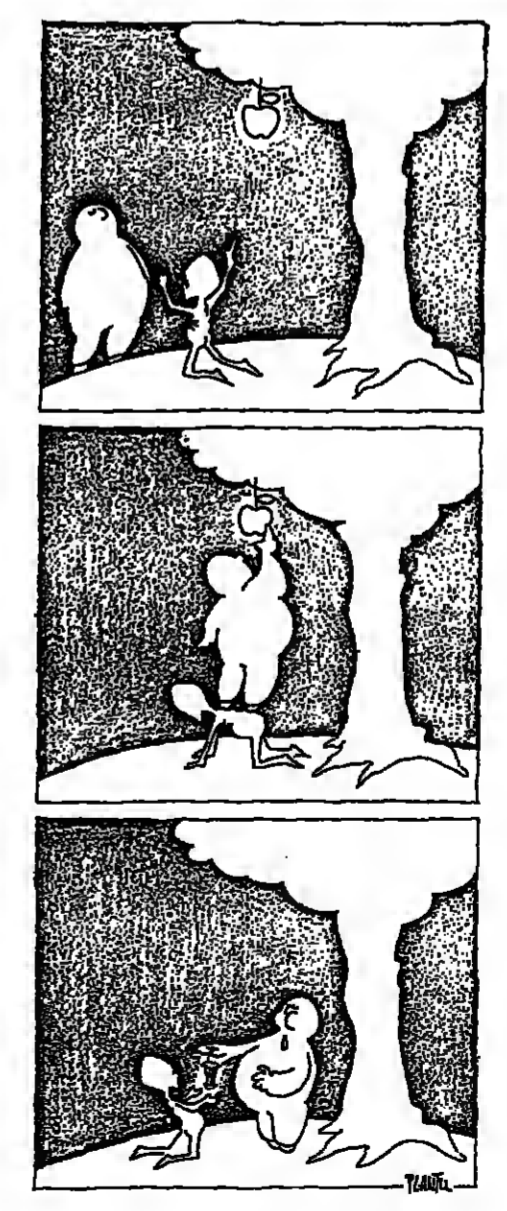
(1) Cf. F. Donnemmes, Le Monde diplomatique, avril 1974. (2) Cf. l'article de J.-P. Chabert, M. Mariolo et P. Spitz.

conférence mondiale de l'alimentation (Rome, novembre 1974), que la production mondiale de blé pourrait être augmentée de 50 % en cinq ans s'il existait une demande soluble. Ainsi, par suite de la fragmentation du marché international et ce raisonnement des moyens dont disposent les agents socio-économiques, publics et privés, qui font ce marché, le développement du commerce international au cours des trente dernières années a servi le renforcement de la polarisation économique et sociale à l'échelle mondiale, celle-ci ne se limitant pas à une spécialisation accrue par l'exportation. Le développement du commerce international a également servi — directement en créant de nouvelles habitudes alimentaires, indirectement en amorçant des processus de marginalisation-modernisation — de véhicule à l'extension d'un modèle de production et de consommation agro-alimentaire mis en œuvre à l'initiative des pays industrialisés.

qui s'imposent à l'ensemble des exploitations et les prix mondiaux auront donc des impacts très différents sur les diverses catégories d'exploitations.

TABLEAU II Augmentation de la consommation de céréales. Table with columns for Country, Year, and Consumption (kg/capita) for Wheat, Corn, and Total.

en renforçant le rôle dirigeant d'un petit nombre d'agents socio-économiques qui jouent un rôle essentiel dans sa mise en œuvre. La recherche d'un nouvel ordre international, l'évolution du rapport de forces entre États, ne nous semblent pas jusqu'ici susceptibles de modifier le profond déséquilibre entre acheteurs et vendeurs, entre exportateurs et importateurs, entre producteurs et consommateurs. Ce déséquilibre persistant devrait entraîner en état de crise et d'instabilité les marchés internationaux et pour les politiques nationales agricoles.



Exceptionnel. A vendre très bel appartement, villa sur le toit + immense terrasse, vue panoramique, entièrement face mer, avec cave et garage. Ecrire : HAVAS CANNES 9437/RV au tél. : (93) 47-00-55.

Dans les pays en voie de développement, ce modèle intéresse le secteur moderne agricole et une large fraction des populations urbaines. Sa progression est très variable suivant les pays. Elle est plus rapide, par exemple, au Mexique et dans les pays maghrébins qu'en Inde.

On peut se demander aujourd'hui si le critère qui affecte l'économie internationale ne remplit pas sa course en modèle. Les économistes sont divisés. Nous pensons, pour notre part, que la crise devrait favoriser l'extension et le renouvellement du modèle dominant de production, consommation agro-alimentaire, tout

(Dessin de PLANTU.)

ENCADRI

Briser le mythe des idéologies technocratiques de "gauche" et de "droite"

Le paysan dans les pays capitalistes développés

On sait que, dans les pays capitalistes développés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, l'assainissement de la production alimentaire est assuré par des entreprises de petites dimensions économiques qui emploient très peu de main-d'œuvre salariée.

Inefficace du point de vue technique, peu rentable du point de vue économique. Et l'on en conclut logiquement que cette forme est appelée à disparaître par extinction ou par mutation.

Par CLAUDE SERVOLIN *

L'exploitation du sol sous le totalitarisme. Mais, depuis leur consolidation comme forme de production autonome à la fin du dix-huitième siècle, ces exploitations familiales se sont élargies et profondément modifiées.

accroissement gigantesque de la productivité du travail agricole. Ce système de production, à base de petites exploitations individuelles, est le plus intensif que l'humanité ait jamais connu (1).

luppé, et développé encore, toutes les caractéristiques économiques de cette forme sociale de production. Ce développement, éparpillé singulier, échappe de par sa nature même lorsque l'on considère les avantages qu'il procure à l'ensemble du capital engagé dans ces pays.

Cette spécificité est très souvent identifiée à un retard de l'agriculture par rapport au reste de l'économie. En effet, depuis début un siècle, l'habitude a été prise, à tous les échelons de la hiérarchie sociale, de considérer cette forme de production comme archaïque.

Ces exploitations individuelles sont, bien évidemment, héritées du passé. En France, par exemple, leur filiation remonte aux très anciennes tenures familiales, forme la plus répandue de

Une conception déterministe du progrès technique

NOUS avons indiqué plus haut que cette forme individuelle de production est l'application de la science à la production alimentaire. Application très générale, très poussée, ainsi qu'en témoignent parfois les protestations des consommateurs contre les excès de cette rationalisation scientifique de la production.

qu'elles parlent d'« innovation » ou de « développement des forces productives ». Mais les choses ne se sont pas déroulées comme le supposait cette théorie, largement dominante, du développement agricole.

Cette forme de production s'avère donc très productive et réussit à approvisionner l'ensemble du système social en produits alimentaires à des prix nettement inférieurs à ceux qui seraient nécessaires à des grandes exploitations capitalistes pour pouvoir produire les mêmes marchandises dans les mêmes conditions naturelles et sociales.



MOISSON DANS L'ÉTAT DE WISCONSIN. Un déséquilibre persistant entre producteurs et consommateurs.

"AGRIBUSINESS" ET MODIFICATIONS CLIMATIQUES

Par JAMES RIDGEWAY *

CRISE de l'énergie et crise alimentaire se sont combinées aux États-Unis pour accroître l'intérêt pour les techniques de contrôle du climat. D'une part, ceux qui avaient aidé l'armée à provoquer des précipitations sur le Vietnam du Nord à la fin des années 60, pour y empêcher les déplacements de troupes et de matériel, cherchent maintenant à produire des variations climatiques à l'intérieur même des États-Unis pour augmenter la pluviosité à des fins industrielles et agricoles.

ent plus de chance aux Philippines en 1969, en aidant des nuages qui étaient trop petits à grossir et à se répandre en pluies abondantes. Selon lui, il a ainsi permis aux Philippines d'économiser 85 millions de dollars. A Okinawa et aux Açores, il a également provoqué des pluies.

ordinateur sophistiqué. Quand il détecte des nuages sur son écran radar, il envoie l'information à l'ordinateur, qui lui fait alors savoir s'il doit ou non « atténuer ». Si l'atténuation est prévue, l'opérateur peut, soit déclencher ses pistolets à son signal radio à des générateurs au sol dans les montagnes. Ces générateurs peuvent propulser de l'iodure d'argent dans les airs.

d'argent ou de plomb dans les nuages. Malgré tout, les travaux s'intensifient. En Israël, des organismes officiels ont en vue un nouveau programme visant à supprimer les chutes de grêle et à faire pleuvoir pour accroître les rendements. Compagnies d'assurances et conserveries se mettent à s'intéresser au financement des modifications du climat.

des végétaux peut y être organisée partiellement sur des chaînes. Plusieurs de ces sociétés sont engagées dans la recherche et l'expérimentation de la culture hydroponique, méthode qui consiste à faire pousser des plantes sur un couche de gravier. Là aussi, des problèmes se posent. D'abord, il semble que la solution d'engrais nutritifs qui baigne les végétaux transporte des virus et des maladies. Ce qui signifie que ces végétaux doivent recevoir des injections d'antibiotiques qui les maintiendront en vie. Ensuite, c'est une technique qui coûte cher. D'après un expert du Laboratoire de recherche sur l'environnement de l'université d'Arizona, qui est un centre de recherche avancé en culture hydroponique, il en coûterait 500 000 dollars par acre simplement pour acheter les lampes nécessaires pour faire pousser une récolte de tomates. L'électricité requise pour une seule récolte représenterait une dépense supplémentaire de 92 000 dollars par acre.

* Directeur de la station d'économie et de sociologie rurale de Paris (INRA).

* Collaboreur de la revue américaine Elements.

(1) Les États-Unis et l'U.R.S.S. ont depuis le 21 août dernier à la conférence de désarmement à Genève une autre voie, estimant qu'il est plus simple d'établir une nouvelle organisation dans l'environnement protégé d'une usine. La production

سكذامن ريبهل

CUBA : la consolidation

Au premier congrès du parti, l'instauration du pouvoir populaire inaugurerait un nouveau type de relations entre les citoyens

Reportage de BERNARD CASSEN



Toute l'activité de Cuba est depuis des mois tendue vers le premier congrès du parti communiste prévu pour décembre 1975. Objectifs de production et plans d'émulation en hausse, discours officiels, conversations privées, plans d'embellissement des villes, enseignes lumineuses sur les façades des grands hôtels, panneaux muraux et jusqu'à la dénomination officielle de 1975 comme l'« année du premier congrès », tout concourt à sensibiliser les esprits à un événement exceptionnel pour le pays. Sa préparation mobilise tous les citoyens (et non pas seulement les militants du parti), car chacun a conscience que ce sera l'occasion du premier grand bilan d'une expérience révolutionnaire déjà vieille de seize ans. Un bilan qui ne sera pas seulement dressé par Fidel Castro, comme cela a toujours été le cas jusqu'ici, mais par environ deux milliers de délégués venus de toute l'île, et chacun porteur des aspirations de ses camarades de travail ou de quartier,

LA HAVANE : le visiteur déjà familier des Caraïbes éprouve une sensation marquée de dépaysement. La ville est propre et fleurie, la circulation est fluide, il n'y a ni mendicants, ni créateurs de chausures, ni vendeurs de billets de loterie ou de tablettes de chewing-gum. Adultes et enfants sont habillés et chaussés simplement mais correctement. La dignité est, en quelque sorte, collective. Les magasins d'alimentation sont soigneusement approvisionnés, les rayons vitrines servent davantage à exposer qu'à inciter à acheter. Dignité rime encore avec austérité mais pas avec rapidité. Mieux vaut en prendre son parti d'emblée : le rythme est différent, et toute prestation de services, qu'il s'agisse de réserver un billet d'avion ou de prendre son petit déjeuner dans une chambre d'hôtel, peut prendre du temps, beaucoup de temps. Toute démarche doit respecter des procédures qu'il serait vain de vouloir accélérer. Ce n'est pas que manquent les exhortations à l'efficacité ou à la lutte contre la bureaucratie, mais il faudra sans doute aussi longtemps pour modifier des habitudes maintenant bien ancrées qu'il en a fallu pour incorporer la totalité d'une population en majorité agricole, d'un faible niveau d'éducation (40 % des enfants n'allaient pas à l'école en 1959), privée pendant les premières années de la révolution des connaissances techniques des très nombreux cadres qui s'étaient exilés, aux tâches de production et de répartition et de distribution des biens et services.

Des progrès matériels substantiels

L'ANNEE 1970, celle de l'échec de la grande zafra, la grande récolte de canne des 10 millions de tonnes, marque un tournant dans presque tous les domaines de la vie cubaine. Et d'abord au plan matériel. La désorganisation de l'appareil de production provoquée par des politiques successives et contradictoires, la mobilisation de toutes les énergies et de tous les effectifs pour la récolte, qui produisit malgré tout 8,5 millions de tonnes, la nationalisation de tout le secteur privé et par conséquent de la distribution au cours de l'« offensive révolutionnaire » du 13 mars 1968, entraînant un renforcement de la pénurie et du rationnement et achevant de désintégrer les circuits.

« Nos ennemis disent que nous avons des difficultés, et nos ennemis ont raison. Ils disent que nous avons des problèmes, et, en réalité, nos ennemis ont raison. Ils disent qu'il y a de l'inflation, et, en réalité, nos ennemis ont raison », déclarait Fidel Castro le 26 juillet 1970, avec sa franchise habituelle.

La pente devait être difficile à remonter. Des techniciens étrangers en poste à La Havane depuis cinq ans nous expliquent qu'une amélioration très substantielle s'est produite à partir de 1974, s'accroissant ces derniers mois. De 1970 à 1973, le taux de croissance de l'économie s'est élevé à 26 % et, d'après les déclarations officielles, ce rythme s'est maintenu en 1974 et 1975 (1). Certes, la libreta (carte de rationnement) subsiste pour les denrées essentielles (riz, sucre, huile, lait, détergents, viande), mais les quantités allouées sont très convenables et les prix très bas, puisqu'ils n'ont pratiquement pas bougé depuis la révolution. Ainsi, le riz se vend 19 centavos (2) le litre, le sucre de 5 à 7 centavos. Sont en vente libre (par la libre) : le beurre, les œufs, le poisson, les légumes verts, les pommes de terre. La viande, encore rationnée malgré une grosse augmentation de la production, peut se consommer seulement tous les neuf jours chez soi, presque tous les jours au restaurant, mais au prix fort. En réalité, le gouvernement a eu beaucoup de

mal à inciter la masse des Cubains à consommer autre chose que le plat traditionnel, riz et haricots noirs, agrémenté, lorsque c'était possible, de porc grillé. Le développement considérable de la pêche a permis de mettre sur le marché du poisson en quantité (la langouste est presque entièrement exportée). Quant aux légumes à la fois abondants (3 millions de quintaux produits dans la province de La Havane au cours du premier trimestre 1975 contre 1 160 000 quintaux pour la même période en 1968) et variés : cresson, laitue, tomate, chou, betterave, pomme de terre, piment rouge, céleri, etc., on en voyait ces derniers mois d'énormes quantités dans les magasins à des prix modiques. La presse et la télévision s'efforcent d'enseigner aux ménagères cubaines l'art de la conserve et celui de l'accommodement de ces ingrédients nouveaux pour elles.

Les téléviseurs, les cocottes-minute, les machines à coudre et à laver sont encore contingents et répartis, comme nous le verrons, dans les entreprises, mais on sent que le moment n'est plus très loin où ils seront produits en quantités suffisantes pour être achetés par quiconque disposera de l'argent nécessaire. Et, de l'argent, il n'en manque pas puisqu'en 1971 la population possédait 3 478 millions de pesos (soit plus d'un an de salaires d'avance !) qu'elle était dans l'incapacité de dépenser, faute d'offre. Graduellement, l'Etat a entrepris d'éponger cette énorme masse, grâce surtout à une taxation sévère des produits non essentiels (« ce qui ne signifie pas qu'il ne soient pas agréables », devait préciser Fidel Castro en plaisantant) : le tabac et les boissons alcoolisées. Effectivement, si les quatre premiers paquets de cigarettes par semaine coûtent 20 centavos pièce, le cinquième coûte 1,60 peso. Quant aux cigares, les moins chers des havanes ne valent pas moins de 60 centavos. Presque autant qu'à Paris ! De 1971 à 1973, 1 230 millions de pesos ont ainsi été récupérés. Mais les familles ont, en général, de l'argent disponible. Dès 16 h. 30 ou 17 heures, des queues se forment

les jours fériés devant les restaurants chics pour obtenir à coup sûr une table pour le dîner. Ainsi, devant le Conejito (le « petit lapin ») où, dans un cadre luxueux, le mets unique est le lapin (très prisé par les Cubains), accommodé de manières très variées.

Une revanche psychologique

BEAUCOUP d'observateurs étrangers s'étonnent du maintien d'établissements de luxe dans un pays socialiste. De fait, le magnifique restaurant « Les Roches », dans le parc Lénine, à l'extérieur de La Havane ; le « Patio », sur la place de la cathédrale, dans la vieille Havane ; le « 1830 », dans une ancienne résidence bourgeoise, ou « le Tour », situé au sommet d'un immeuble de plus de vingt étages, avec leur personnel stylé en queue-de-pie, n'offrent pas de différences de nature avec des établissements semblables de Munich ou de Miami. Le fameux cabaret géant à ciel ouvert « Tropicana » évoque irrésistiblement les films musicaux américains des années 50. Cet aspect « rétro » est à peine altéré par les paroles de quelques chansons qui nous rappellent que nous sommes bien en 1975 à La Havane.

Si la volonté de donner une possibilité — coûteuse — de dépenser son argent est entrée en ligne de compte, les responsables cubains ont, semble-t-il, aussi souhaité désaccoutumer des établissements que seule la bourgeoisie fréquentait autrefois et qui — même s'il faut attendre un peu — sont aujourd'hui accessibles à tous. Il s'agit d'une appropriation collective des formes de loisir de la minorité dirigeante d'avant 1959. Une revanche psychologique en quelque sorte. Comme ça va, dans ce cas, comment les Cubains peuvent-ils supporter dans ce climat humide et chaud. Comme cette fête de los quince qui, pour les quinze ans de la jeune fille

de la maison, réunit à grands frais amis et parents, ou le mariage en blanc que seules, autrefois, les familles aisées pouvaient célébrer avec faste. Les autorisés aident au maximum, par des locations à prix modique de voitures, de salles, de vêtements ou d'hôtels (pour la lune de miel), tous les Cubains qui le souhaitent (c'est la quasi-totalité) à célébrer eux aussi un rituel dont peu leur importe qu'il soit celui de la bourgeoisie d'antan, qui l'avait parfois elle-même purement et simplement copié chez ses maîtres à penser américains par un processus typique d'adoption culturelle.

La consommation cubaine se fait d'ailleurs de plus en plus exigeante : délais inconsiderés pour l'accomplissement d'une démarche administrative, mauvaise qualité d'une pizza, lenteur d'un restaurateur à servir un repas, refus d'un taxi de s'arrêter pour prendre un client, ne sont plus subis avec résignation. Les journaux publient les réclamations des usagers, enquêtent auprès des entités mises en cause.

La qualité des biens et des services en régime socialiste, c'est le « respect du peuple », dit le « Che ». « Dans vos postes de services, vous devez créer l'habitude de traiter soigneusement le public, de la choyer. C'est une des questions fondamentales », disait Fidel Castro à Matanzas, le 26 juillet 1974. « La qualité ne se résout pas par décret ministériel », rappelait récemment le vice-premier ministre Flavia Brava devant le Forum de qualité du secteur de l'industrie des biens de consommation et du commerce extérieur. « Nous devons être plus critiques et auto-critiques, maintenir l'oreille collée à la voix du peuple, être réceptifs à ses suggestions... Des investissements sont envisagés pour le prochain plan quinquennal, mais notre attention principale et prioritaire ce n'est pas à ce que l'on peut acquiescer sur le marché international que nous devons l'accorder, mais à l'homme, à sa qualification, à sa productivité, à son enthousiasme. »

Conscience révolutionnaire et travail volontaire



de retour de La Havane ne peut échapper. Deux vignettes en guise d'éléments de réponse :

Le district de Mayabeque, à quelques dizaines de kilomètres de La Havane. Des canneries à perte de vue. Nous sommes au campement « Botey Nuevo » de la brigade Armando Mestre. Ses quarante-huit membres, tous volontaires, appartiennent au syndicat de la construction : ce sont des maçons, des charpentiers, des plombiers. Ils ont choisi d'aller à la coupe de la canne, à la zafra, une « tâche de choc » comme on l'appelle. Ils sont là depuis le début décembre. Ils ont pris l'engagement de couper dix millions d'arrobas (3) de canne ; ils y parviendront le 5 mai. Par les chemins défoncés qu'empruntent les camions ou attelages de six à huit bœufs, qui tous transportent

la canne fraîchement coupée à la centrale sucrière Oswaldo Sanchez, nous rejoignons un groupe de macheteurs en plein travail sous un soleil torride. On nous présente Félix Hernandez ; il pose sa machete, retire son chapeau de paille et essuie son visage où se mêlent la sueur et la saie. C'est qu'avant de couper la canne on la brûle, pour supprimer les mauvaises herbes et faciliter le passage entre les sillons et affaiblir la résistance de la tige. Il faut cependant que la coupe se fasse dans les vingt-quatre heures sous peine de perdre la récolte. Les hommes sont noirs comme des charbonniers, leurs vêtements complètement détrempés.

« J'en suis à ma onzième zafra, le reste de l'année je suis plombier. J'ai répondu à l'appel de la Révolution, j'ai été sélectionné parmi d'autres volontaires... Il y en avait trois ou quatre par poste disponible. On a pris ceux qui avaient déjà fait leurs preuves. Ceux qui restent se sont engagés à faire le travail de ceux qui partaient. »

Nous lui demandons quand il voit sa famille : « Normalement le dimanche, on fait seulement quand il pleut ou que la canne est en panne. Nous voulons gagner la bataille des dix millions d'arrobas. Chacun fait de son mieux. Moi je travaille dix-sept à dix-huit heures par jour à partir de trois heures du matin. Quand il n'y a pas de lune, on met les projecteurs. »

L'émulation se fait entre toutes les brigades du pays mais aussi entre les groupes ou sein de la brigade et entre les hommes au sein de chaque groupe. La production de chacun est régulièrement consignée sur un grand tableau dans un bâtiment de fortune du campement. Chaque macheteur a la garantie de toucher au moins le salaire qu'il percevait dans son centre de travail (4) mais il est payé au rendement. En quatre-vingt-dix-neuf jours de coupe, du 10 décembre au 31 mars, José Gonzalez a gagné 1 476 pesos. Le moins bon de ses camarades : 991 (5). Mais on ne peut une seconde retenir l'idée que ces hommes font volontairement un travail aussi dur, dangereux (car le fil tranchant de la machete, en cas de geste mal assuré, peut aussi bien blesser une jambe que sectionner la tige de la canne) pendant cinq ou six mois de l'année pour de

(1) Dans son discours du 26 juillet 1975, Fidel Castro indique que la production a augmenté de 9 % au premier trimestre 1975 par rapport au premier trimestre 1974.
(2) 1 peso (100 centavos) vaut, au cours officiel, 1,50 dollar.
(3) 1 arroba = 25 livres.
(4) C'est le terme générique utilisé pour désigner toute unité de travail, que ce soit une usine, une ferme d'élevage (granja), un bureau, un ministère.
(5) Le salaire moyen mensuel est de 120 pesos. Un journaliste gagne 250 pesos, un ouvrier qualifié jusqu'à 200, un médecin débutant 220, un spécialiste 375.



SUR LES MURS DE LA VILLE : L'ÉPOPEE RÉVOLUTIONNAIRE. Le vivant — Fidel — et les morts — Camilo, « Che » — contre la pesanteur bureaucratique.

Handwritten notes and scribbles on the right margin of the page.

Handwritten text at the bottom of the page: "سكز المن زلجول"

ralentissement économique mondial; elle prévoit, en outre, que le revenu réel du milliard d'individus qui vivent dans les pays à revenus faibles s'accroîtra de moins de 1 % d'ici à la fin de la décennie...

Compte d'habitudes, le rapport dresse le bilan des opérations de la BIRD et de sa filiale, l'Association internationale de développement...

La Société financière internationale, filiale de la Banque mondiale, donne, de son côté, un résumé de ses activités dans son rapport pour 1975 publié le même jour.

PRÊTS DE LA BANQUE MONDIALE - La Banque internationale pour la reconstruction et le développement a approuvé plusieurs prêts en faveur des pays en développement...

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT - Une série d'opérations de crédits ont été approuvées par l'IDA: un crédit de 725 000 dollars...

INVESTISSEMENTS DE LA S.F.I. - Un nouvel engagement de la S.F.I. (Société financière internationale) a été annoncé le 4 août...

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'Italie, au Danemark et à la Grande-Bretagne - La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé, le 29 juillet, à l'Italie, trois prêts d'une valeur totale de 15,9 milliards de livres...

AVIGNON - VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES - ALLIÉ AU PRESTIGE DE SES MONUMENTS ANCIENS l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dans un décor sans trêche, construit son avenir... ELLE VOUS OFFRE...

financement d'un ensemble de nouvelles installations du Centro Sperimentale Metallurgico S.p.A. à Castel-Romano, près de Rome, et 2,5 milliards de livres...

Banque interaméricaine de développement

Prêt à l'Équateur - La Banque interaméricaine de développement (BID) a annoncé, le 31 juillet, un prêt de 20 millions de dollars à l'Équateur...

RAPPORT SUR LE PROGRES ECONOMIQUE ET SOCIAL - D'après le rapport annuel sur le progrès économique et social, les pays en développement ont enregistré une croissance moyenne de 6,5 % en 1974 et de 7,4 % en 1975...

Corporation andine de développement

Nouveaux crédits annoncés à l'occasion de la quatorzième session - La Corporation andine de développement (CAF) a célébré au cours de sa quatorzième session ordinaire, qui s'est tenue dans la capitale vénézuélienne du 17 au 21 juillet...

Autres mesures annoncées au cours de la même session: un prêt de la Banque japonaise de commerce extérieur à la CAF (accordé en 1974)...

Fonds européen de développement

Six nouvelles décisions de financement et annulation d'un projet - La suite de l'avis favorable émis par le comité du Fonds européen de développement (FED) à l'issue de sa deuxième session...

- 1. République du Tchad. - Aménagement du lycée technique commercial de N'Djamena: 500 millions de F.C.F.A.
2. République du Niger. - Reconstitution du cheptel: 400 millions de F.C.F.A.
3. République du Niger. - Usine de transformation du thé et usine de Tora: 56.391 millions de F.C.F.A.
4. République du Mali. - Achevement du centre régional de santé à Mopti: 145 millions de F.C.F.A.
5. République du Niger. - Aménagement d'un tronçon de 13 kilomètres de la piste Kaou-Baka-Matzamey: 87,3 millions de F.C.F.A.
6. République du Niger. - Reconstitution d'un pont à Guelmoul: 515.000 u.c.
7. République du Niger. - Aménagement d'un tronçon de 13 kilomètres de la piste Kaou-Baka-Matzamey: 87,3 millions de F.C.F.A.

BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT - Le Comité de direction de la Banque asiatique de développement a annoncé, le 17 juillet, qu'elle avait conclu, avec un syndicat de banques suisses...

GROUPEMENTS ECONOMIQUES ET COMMERCE

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Le programme intégré de stabilisation des produits de base - Les quatre-vingt-trois membres de la commission des produits de base de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) se sont réunis à Genève...

Conseil international du blé

Révision en baisse des prévisions concernant la production mondiale de blé pour 1975 - Le Conseil international du blé vient de réviser en baisse les prévisions concernant la production mondiale de blé pour 1975...

La suite de l'avis favorable émis par le comité du Fonds européen de développement (FED) à l'issue de sa deuxième session...

Groupe andin

Un plan de développement de l'industrie de la machine-outil - Le nouveau comité des industries de la machine-outil a tenu sa première session le 12 au 17 août à Lima...

Association latino-américaine de libre-commerce

Seizième réunion des représentants des banques centrales - La seizième session de la commission d'experts des problèmes monétaires (représentants des banques centrales) de l'Association latino-américaine de libre-commerce (A.L.A.L.C.) s'est tenue dans la capitale uruguayenne du 21 au 26 juillet...

La commission a examiné de nouvelles propositions concernant la création d'un fonds destiné à financer la constitution de stocks internationaux de produits de base (café, caoutchouc, filices dures, cuivre et étain)...

AO CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT - Le conseil du commerce et du développement, qui a tenu sa quatorzième session à Genève du 21 au 25 juillet pour poursuivre l'examen du projet de programme intégré de stabilisation des produits de base...

COMITE DU TUNGSTENE - Le comité du tungstène de la CNUCED s'est réuni à Genève le 26 juillet pour examiner les demandes récentes du marché de tungstène et les diverses mesures qui pourraient être adoptées pour stabiliser les cours...

La commission a examiné de nouvelles propositions concernant la création d'un fonds destiné à financer la constitution de stocks internationaux de produits de base (café, caoutchouc, filices dures, cuivre et étain)...

La commission a examiné de nouvelles propositions concernant la création d'un fonds destiné à financer la constitution de stocks internationaux de produits de base (café, caoutchouc, filices dures, cuivre et étain)...

O.C.D.E.

Fléchissement de la demande de tonnage dans les transports maritimes - Dans son rapport annuel intitulé « Les transports maritimes en 1974 », le comité des transports maritimes de l'Organisation des coopérations économiques et développement (O.C.D.E.) attire l'attention sur le fléchissement brusque de la demande de tonnage en 1974...

RECENTES PUBLICATIONS - Dans la série « Etudes économiques », l'Allemagne, le Japon, l'Australie et les Etats-Unis. La politique agricole en Finlande et en Norvège...

LA CREATION DU « SYSTEME ECONOMIQUE LATINO-AMERICAIN » (S.E.L.A.) - Les ministres de l'économie et de la planification vingt-cinq pays d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à Panama du 31 juillet au 2 août...

L'actualité sociale INTERNATIONALE - chaque mois intersocial vous apporte un dossier (l'Europe des Neuf face au chômage, humanisation du travail, expérience américaine, les "Lip" en Europe, CEE: conditions de travail...)

COMMUNAUTES Marche commun

Handwritten notes and signatures in Arabic script at the bottom of the page.



Marché commun

Echec des négociations sur le vin
RÉUNIS à Bruxelles les 21 et 22 juillet, les ministres de l'Agriculture des Neuf n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le dossier le plus important de cette session: le marché du vin.

La lutte contre la récession
La reprise économique pourrait se faire encore attendre et le chômage pourrait s'aggraver dans le Marché commun si des mesures de relance ne sont pas prises au moins dans les Etats membres qui disposent d'une marge de manœuvre, estime la Commission de la C.E.E.

Le collège européen a adressé le 24 juillet une recommandation aux Etats membres dans laquelle il préconise trois types d'actions: 1) Stimuler les commandes publiques...

Soutien de la politique énergétique
La Commission du Marché commun a proposé le 28 juillet aux Neuf d'accorder pour 246 millions de francs français de subventions communautaires à treize-huit projets de recherche dans l'exploration, l'exploitation, le stockage et le transport d'hydrocarbures afin d'améliorer la sécurité d'approvisionnement dans la C.E.E.

Les Neuf et les pays en voie de développement
Un document contenant des propositions visant à améliorer à long terme la situation économique de pays en voie de développement a été préparé par la C.E.E. en vue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies...

L'harmonisation de l'impôt sur les sociétés
La Commission de la C.E.E. souhaite que les neuf pays du Marché commun harmonisent l'impôt sur les sociétés pour faciliter la libre circulation des capitaux dans la Communauté européenne.

deux une partie des impôts acquittés par la société sur les bénéfices distribués.

PRODUITS ALIMENTAIRES POUR L'EGYPTE
Le Comité du Marché commun a confirmé le 24 juillet à Bruxelles qu'elle mensait des négociations avec le gouvernement égyptien en vue de la conclusion d'un accord de fourniture de long terme de produits alimentaires pour une valeur de 250 millions de dollars.

CECA

Les cinq points du plan charbonnier
Le plan d'aide aux houillères européennes, dont nous avons annoncé la mise au point dans notre précédent numéro, est maintenant prêt. La Commission de Bruxelles propose aux Neuf d'adopter le schéma suivant: 1. Subvention financière...

LA BRITISH STEEL envisage la fermeture de plusieurs de ses usines de production de fonte et d'acier. Elle a obtenu le feu vert pour cinq mille six cents tonnes mensuelles. Peut-être trois mille cinq cents emplois pourraient être créés ailleurs...

LES COMMANDES D'ACTEURS reçues par les forges de la CECA demeurent faibles. Elles ont été inférieures de 25 % à leur montant de l'année précédente, qui était de 200 millions de dollars.

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES, TECHNIQUES ET SOCIALES

Organisation de l'unité africaine

Deuxième « sommet » de Kampala
LES TRAVAUX du deuxième « sommet » de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.), qui a réuni à Kampala (Ouganda) du 28 juillet au 1er août quarante-six chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres, ont été principalement consacrés à la situation en Afrique du Sud et en Angola et aux problèmes du Proche-Orient...

Autre modification, à l'initiative du Mexique et du Pérou et en dépit de l'opposition de Washington: les pays membres ont désormais le droit de saisir de leurs différends le Conseil de sécurité de l'O.N.U.

La conférence des chefs d'Etat s'est également préoccupée de la coopération entre l'Afrique et les pays arabes (le renforcement des liens économiques et politiques entre l'O.U.A. et l'O.C.A. des Etats arabes a été envisagé dans la perspective d'une rencontre « au sommet » et de l'assistance à apporter à la République des Comores).

Organisation des Etats américains

Levée des sanctions contre Cuba et révision du traité interaméricain d'assistance réciproque
LES VINGT et un pays membres de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) signataires du traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) se sont réunis à San-José de Costa-Rica du 18 au 29 juillet pour réviser les clauses de cet accord de défense signé depuis 1947 les pays latino-américains aux Etats-Unis.

UN VOTE acquis le 28 juillet à une large majorité devrait d'abord permettre l'adoption du protocole des réformes du TIAR. Puis le 29 juillet les vingt et une délégations déclarèrent, dans une résolution adoptée par elles, leur soutien à la proposition de réviser les clauses de cet accord de défense liant depuis 1947 les pays latino-américains aux Etats-Unis.

Aides pour la couverture des pertes d'exploitation. Deux caractéristiques s'y ajouteraient: l'une nouvelle puisqu'il s'agit d'un plan décennal, une telle durée visant à assurer un développement régulier des houillères européennes...

LES MODALITÉS détaillées du plan de la Commission européenne seront discutées à la rentrée par le conseil des ministres des Neuf. Il semble, dès à présent, dans les consultations antérieures, qu'il offre le cadre d'un accord général...

LA PRODUCTION CHARBONNIÈRE DES NEUF durant le premier semestre a été stable et l'on estime que la Grande-Bretagne, dont l'extraction n'a pas été affectée par les grèves...

LA CONSTRUCTION SOCIALE. — Bruxelles a délégué l'ouverture de 25 millions d'unités de compte européennes pour le financement d'un nouveau programme de coopération sociale...

LES CROIX-ROUGES. — Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), réuni en assemblée plénière au mois d'août, a nommé M. Alexandre Hay, actuellement vice-président de la direction générale de la Banque mondiale suisse, au poste de président...

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS EUROPÉENNES. — Le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (C.I.M.E.) estime à huit mille le nombre de réfugiés d'indochinois qui ont été transportés par ses services...

OTAN

Bases militaires en Turquie: une session d'urgence du conseil
Le conseil de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) s'est réuni le 29 juillet en session d'urgence, pour prendre connaissance des récentes mesures du gouvernement turc...

LES FRONTIÈRES MARITIMES DE LA BOLIVIE. — Au cours d'une séance extraordinaire, le conseil permanent de l'Organisation des Etats américains, qui rendait hommage à la Bolivie d'Forcaston du cent cinquantième anniversaire de son indépendance, a exprimé sa préoccupation pour l'isolement géographique de ce pays...

Le conseil de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) s'est réuni le 29 juillet en session d'urgence, pour prendre connaissance des récentes mesures du gouvernement turc. Le représentant permanent de la Turquie a annoncé que la prise de contrôle décidée par les autorités turques concernait les seules bases occupées par les Etats-Unis au titre des accords bilatéraux de 1953...

Le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (C.I.M.E.) estime à huit mille le nombre de réfugiés d'indochinois qui ont été transportés par ses services du 25 avril au 3 août vers seize pays de réinstallation, dont quatre mille aux Etats-Unis et deux mille cent en France.

Le C.I.C.R. a consacré au début du mois de juillet à Buenos-Aires une délégation spéciale pour les pays du Cône sud: Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay. Le C.I.C.R. rappelle qu'il maintient pour l'instant sa délégation au Chili (ouverte en septembre 1973) en raison de l'importance des activités qu'il déploie dans ce pays.

Le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (C.I.M.E.) estime à huit mille le nombre de réfugiés d'indochinois qui ont été transportés par ses services du 25 avril au 3 août vers seize pays de réinstallation, dont quatre mille aux Etats-Unis et deux mille cent en France. Quatre mille personnes ont été transportées avec ses aides au mois d'août.

installations militaires au profit de l'OTAN, mais en d'autres termes que ceux des accords de 1968. Le conseil a chargé le comité militaire de l'OTAN d'évaluer les conséquences des mesures adoptées par la Turquie sur la sécurité de l'alliance.

Conseil de l'Europe

L'application des normes relatives à la Sécurité sociale
Le Conseil de l'Europe a publié au mois d'août, les résultats d'un contrôle de la conformité des législations sociales de plusieurs pays membres aux normes prescrites par le code et le protocole de Sécurité sociale actuellement en vigueur dans neuf pays européens.

Le Comité des ministres, dont le contrôle portait sur la période allant du 1er juillet 1973 au 30 juin 1974, a particulièrement souligné les progrès réalisés par le Luxembourg, où une loi réformant le système d'assurance-maladie a supprimé les incompatibilités qui existaient encore entre la législation luxembourgeoise et les textes du Conseil de l'Europe, et par la Belgique, dont la législation relative aux maladies professionnelles est désormais en conformité avec les dispositions du code et du protocole européens.

LES DROITS DE L'HOMME. — Le Comité européen des droits de l'homme vient de constituer une chambre chargée de l'examen de trois affaires soulevées devant elle dans le cadre de procédures danoises. A l'origine de ces affaires se trouvent les requêtes introduites en 1971 et 1972 contre le Danemark par trois citoyens danois...

MESURES EN FAVEUR DES HANDICAPÉS. — Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté en août des mesures de coopération destinées à permettre aux handicapés qui voyagent dans un pays membre de bénéficier des facilités et des services offerts par les autorités nationales. Une de ces mesures concerne la mise en place progressive d'une carte européenne pour grands handicapés dont la validité serait reconnue sur le territoire des dix-huit Etats membres du Conseil de l'Europe.

ASSOCIATION DES NATIONS DU SUD-EST. — Réunis à Kuala-Lumpur le 21 août, les représentants des cinq pays (Thaïlande, Singapour, Indonésie, Malaisie, Philippines) qui composent l'Association des Nations du Sud-Est (ANSEA) ont décidé de créer une organisation interparlementaire.

ORGANISATION EUROPÉENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEAIRE (CERN) vient de publier sous le titre "Etats de l'utilité économique des neutrinos" un CERN, une évaluation chiffrée des effets secondaires des neutrinos du CERN d'industrie. Ces effets secondaires (accroissement des ventes, économies de frais de production, couverture de nouveaux débouchés, mise au point de techniques nouvelles) pourraient être évalués pour la période 1968-1974 à 800 millions de francs suisses, ce qui représente pour les Neuf le montant des commandes passées par le CERN avec des firmes industrielles.

AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — L'Agence spatiale européenne (ESA) a procédé le 9 août, à partir de la Western Test Range (Californie), au lancement du satellite scientifique COS-B destiné à l'étude des rayons gamma d'origine cosmique. Les industries de sept pays membres de l'ESA (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie et Royaume-Uni) ont participé à la construction de ce satellite, le huitième développé par l'ESRO (Organisation européenne de recherches spatiales), dont l'ESA a repris les activités en septembre 1974.

La C.I.C.R. a consacré au début du mois de juillet à Buenos-Aires une délégation spéciale pour les pays du Cône sud: Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay. Le C.I.C.R. rappelle qu'il maintient pour l'instant sa délégation au Chili (ouverte en septembre 1973) en raison de l'importance des activités qu'il déploie dans ce pays.

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS EUROPÉENNES. — Le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (C.I.M.E.) estime à huit mille le nombre de réfugiés d'indochinois qui ont été transportés par ses services du 25 avril au 3 août vers seize pays de réinstallation, dont quatre mille aux Etats-Unis et deux mille cent en France. Quatre mille personnes ont été transportées avec ses aides au mois d'août.

Le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (C.I.M.E.) estime à huit mille le nombre de réfugiés d'indochinois qui ont été transportés par ses services du 25 avril au 3 août vers seize pays de réinstallation, dont quatre mille aux Etats-Unis et deux mille cent en France.

Le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (C.I.M.E.) estime à huit mille le nombre de réfugiés d'indochinois qui ont été transportés par ses services du 25 avril au 3 août vers seize pays de réinstallation, dont quatre mille aux Etats-Unis et deux mille cent en France.

A VENDRE NICE - AÉROPORT
Futurs Ports Commerce et Plaisance
100 mètres mer et plage
Petite immeuble neuf, 1974
Grand standing
Cinq ports - Parkings privés
Réception grand luxe
Bretre: M. Julien TAIGRE,
Avenue de Verdun, 06700 St-Laurent-du-Var

NICE capitale de la Côte d'Azur
centre mondial des congrès
met à votre disposition:
• Un Palais des congrès pouvant recevoir 20 000 personnes;
• Vingt salles de capacités diverses;
• Traduction simultanée;
• Trois cents hôtels totalisant plus de dix mille chambres;
• D'innombrables possibilités d'assurances et de distractions.
Au centre de la Côte d'Azur, desservi par un aéroport international, des liaisons ferroviaires, routières et maritimes le reliant à toutes les destinations.
EN TOUTES SAISONS
NICE EST LA VILLE
DE LA CÔTE D'AZUR
OFFICE DE TOURISME
SYNDICAT D'INITIATIVE:
32, rue Hôtel-des-Postes - 06100 NICE - Tél. 04-93-25-25/26.
Tous les jours, Accueil Nice à 400-Fr.

ENTTS ECONOMIQUES
COMMERCELAUX
CCDE
L'Asie de l'Est
INTERASIA
intersec

LE MONDE DIPLOMATIQUE

YOUGOSLAVIE

Autogestion et continuité révolutionnaire

Par JOVAN DJORDJEVIC *

TOUTE appréciation sur le développement socio-politique qu'a connu le société yougoslave issue de la révolution doit prendre en considération sa durée, assortie de la lutte pour préserver la continuité révolutionnaire. C'est cet élément temporel, cette durée, qui sont le marque distinctive de la révolution socialiste en Yougoslavie.

Sur le plan de l'évolution constitutionnelle, cela se confirme si l'on songe que toutes les modifications survenues postérieurement aux décisions de l'AVNOJ (1) reprennent, élargissent et élèvent au plus haut niveau les principes et les aspirations à des changements radicaux de l'ancien régime.

Deux changements essentiels ont contribué à l'application effective de ce projet révolutionnaire de tendance socialiste. Le premier concerne le détenteur de la conscience politique et tout ce qui la caractérise ; le second a tendu à établir des rapports nouveaux entre les peuples et les nationalités en Yougoslavie, et c'est ce qu'exprime parfaitement le mot d'ordre célèbre de Tito relatif à « la fraternité et l'unité ». La titulaire du pouvoir est le peuple, dont le substratum est formé par la classe ouvrière, les groupes de travailleurs et tous les autres groupes sûrs par le socialisme. Les modalités selon lesquelles se déroulent les rapports interethniques dans le sphère de l'Etat ont préfiguré, pour le premiers fois dans l'histoire de ce pays, un système politique fondé sur l'égalité en droit des peuples, des relations de caractère fédératif s'instituant entre leurs formations étatiques respectives (les répu-

* Membre de l'Académie des sciences de la République de Serbie, professeur-associé à l'université de Paris I, directeur du département de science politique de l'université de Belgrade.

bliques). Ces modifications sont posées et décrites dans les textes de toutes les Constitutions (1946, 1953, 1963), et il ressort encore de la nouvelle Constitution de 1974 que c'est en relation avec le principe de l'autodétermination que ce fédéralisme s'est mué en une communauté pluraliste appropriée.

DES le début de la nouvelle organisation politique le système de pouvoir, incarné dans une structure en forme de conseils, offrait un fondement politique propre aux idées nouvelles, c'est-à-dire un fondement de classe.

Au cours de la période d'application des premiers textes constitutionnels, on a vu se dessiner certains phénomènes et certaines tendances qui, une fois dégagés et théorisés, ont permis de franchir un nouveau pas et de parcourir une nouvelle étape dans le voie de l'évolution socio-politique, économique et constitutionnelle du pays. Le premier de ces phénomènes a été décelé dans toutes les révolutions et a marqué également la première révolution socialiste ; les révolutionnaires les plus lucides de l'époque moderne (et surtout Lénine) ont vu en lui un danger pour le socialisme : c'est le risque représenté non seulement par l'apparition d'une nouvelle couche socio-politique de dirigeants, que Lénine devait après Marx désigner sous le nom de bureaucrates, mais aussi par la bureaucratisation de l'organisation même du nouveau pouvoir, ainsi que des rapports politiques et sociaux en général. La rigueur scientifique impose d'appréhender correctement ce phénomène et le rôle joué par le bureaucratisme durant cette période, en les envisageant comme une nécessité historique, sans que l'on puisse en récuser les effets bénéfiques au niveau du processus de la nationalisation et de la consolidation du système de pouvoir populaire fondé sur la propriété des moyens de production, qui e d'abord pris la forme d'une propriété étatisée ou d'une propriété d'Etat.

Les changements socio-politiques définis par le loi constitutionnelle de 1963 et par la Constitution de 1963 ne doivent pas être considérés uniquement comme la conséquence d'une appréciation toute théorique et de la perception du danger représenté par le bureaucratisme et la bureaucratie. Il faut y voir des suites inévitables de la continuité de la révolution socialiste et de la concrétisation historique du projet socialiste tel que l'a imaginé le pensée marxiste. Il a été démontré simultanément, tant sur le plan théorique qu'au niveau expérimental, que le socialisme ne se confond pas avec l'étatisation des moyens de production, avec l'« économie planifiée » autoritaire, ni en général avec l'attitude autoritaire de l'appareil politique et étatique vis-à-vis de la société, quand bien même cet appareil serait issu de la révolution et demeurait attaché à ses acquis et fidèle à ses objectifs.

Ce sont de telles prises de conscience qui ont guidé la révolution en Yougoslavie et qui ont conduit à s'interroger sur les rapports entre l'organisation du pouvoir et les masses, notamment en ce qui concerne la structure des rapports de production. C'est dans ce laps de temps qu'ont été posés de façon plus ou moins claires et élaborées les problèmes touchant au « déperissement de l'Etat » ou relative encore à la valeur des concepts de liberté nationale, de liberté de l'homme, d'égalité et de dignité humaine. La solution qui a été progressivement apportée à tous ces problèmes tient dans le passage de la propriété d'Etat sur les moyens de production à la propriété sociale, et se ramène à l'autogestion des producteurs, introduite d'abord dans l'économie et ensuite au sein de toutes les autres organisations sociales : des communes jusqu'aux établissements scolaires.

La Constitution actuellement en vigueur va encore un peu au-delà et élargit ce concept

autogestionnaire, qui n'a jamais été uniquement économique. En dégageant la République yougoslave des formes rétrogrades et dépassées du centralisme et de l'unitarisme, elle établit non pas seulement un Etat fédéral, mais encore une communauté fédérative de peuples et de nationalités, une communauté autogestionnaire dont le classe ouvrier, en association avec les autres groupes de travailleurs agricoles, assure l'intégrité, de même qu'elle y joue un rôle déterminant au niveau de la décision politique. Dans cette Constitution, le fédéralisme ne se présente pas comme un mécanisme étatique qui serait prépondérant dans les rapports mutuels entre le fédératif et les entités fédérées, mais il apparaît plutôt comme une structure socio-politique où ceux qui décident fondamentalement à tous les niveaux sont les peuples, les nationalités, les travailleurs et les citoyens, solidaires et égaux. Sans le fédéralisme l'autogestion n'e qu'une signification fonctionnelle, et sans l'autogestion le fédéralisme devient quelque chose de purement mécanique et figé. Cette forme de fédéralisme à la fois participatif et coopératif constitue une nouvelle contribution à la théorie et à la pratique de la société et de l'Etat contemporains dans la recherche de nouvelles structures.

LES postula de la nouvelle Constitution établissent à la place et en partie à côté de l'Etat politique, qui demeure cependant, sous peine de verser dans l'utopie — le système socio-politique autogestionnaire unique. A cet égard, et dans la mesure où elle fixe la nouvelle structure des institutions politiques essentielles, et notamment des Assemblées, la Constitution s'efforce de dépasser la notion et le processus de la simple « représentation » en ce qui concerne les rapports entre les organisations, les classes ouvrières et les masses en général en s'attachant à un principe rarement appliqué, mais qui est un impératif majeur du socialisme révolutionnaire : à savoir le principe de la délégation, complété par un vaste éventail de libertés et de droits humains.

La Constitution de 1974 ouvre aussi une nouvelle phase historique dans le façon d'appréhender et de poursuivre l'accomplissement de la société socialiste, conçue comme une société de peuples, de nationalités, de travailleurs et de citoyens égaux en droits. Cette société correspond au fond à l'idée formulée par Marx à propos du socialisme déjà développé et qu'il identifiait avec une communauté « où les producteurs émancipés » disposent de la force et des moyens de « contrôler directement les conditions et les résultats de leur travail et de leur vie en commun ». Le projet de socialisme autogestionnaire et humain est aujourd'hui institutionnalisé, et il se réalise graduellement. Les masses ont été invitées à faire de ce système un organisme vivant et ouvert dans lequel les peuples et les hommes seront enfin en mesure non seulement d'accomplir leurs idéaux historiques et spécifiquement humains, mais aussi de satisfaire leurs désirs et leurs besoins communs.

Le moteur de cette continuité socio-politique dans la voie de la concrétisation et de la socialisation accrues du concept autogestionnaire a été et reste la classe ouvrière, combattive et internationaliste, dont le garant et le force dirigeante est son avant-garde, fondée sur l'enseignement marxiste et forte de son sens de l'action et de l'autocritique.

Ce qui passe souvent pour être une « expérience spécifiquement yougoslave » apparaît aujourd'hui comme une notion et une application particulière du système socio-politique autogéré, dans lequel il faut voir autre chose qu'une simple technique de gestion. Voici quels sont les fondements essentiels de cette pratique autogestionnaire :

a) Le système politique autogestionnaire est la forme politique de la société socialiste, il est indissociable d'une telle structure sociale, fondée sur la propriété sociale des moyens de production, facilitant le dépérissement des rapports hiérarchiques ou sans des entrepreneurs, ainsi que de l'aliénation du travail et des résultats du travail ;

b) Au sein du système autogestionnaire, on assiste à une mutation ou, en tout cas, à une limitation des rapports de domination, celle-ci étant entendue comme le gouvernement des hommes par d'autres hommes. La domination n'est plus désormais la rapport socio-politique fondamental, ainsi que cela a été le cas à travers toute l'histoire, de sorte que l'organisation politique autogestionnaire de la société se présente comme un système politique à part entière.

Tout système de domination est fondé sur la situation inégale des hommes au sein des rapports de production, en raison des rapports non seulement hiérarchiques, mais encore d'aliénation et d'exploitation ; ou, plutôt, la base de cette domination se réfère dans le caractère aliéné du pouvoir exercé par l'homme sur lui-même, notamment du fait de l'appropriation des produits de son travail. Dans ce sens, l'autogestion se présente comme un nouveau rapport de production, comme le premier acte du dépassement de la domination, puisqu'elle consiste par essence à passer de la domination, conçue comme un système de rapports hiérarchiques et inégaux, à un système de travail associé et d'égalité en droits entre les hommes, au sein du processus de gestion des conditions, des moyens et des produits de travail.

ENTRE la structure sociale socialiste en puissance et le système politique, il n'existe pas de déterminisme à sens unique ; le rapport de production « autogestionnaire » ne produit pas automatiquement, et de lui-même, des rapports politiques caractérisés par la liberté et l'égalité des droits. Le rapport de production autogestionnaire est à la fois un rapport socio-économique et un rapport de nature politique. Entre ces deux niveaux — économique et politique — d'un ensemble complexe, le rapport est de type dialectique, c'est-à-dire qu'il existe aussi entre eux une certaine complémentarité, un rapport de supériorité, d'influence et de détermination réciproque. La dialectique n'est pas uniquement l'« opposition des contradictions ».

La pratique autogestionnaire suppose en définitive une activité consciente et scientifique orientée de la part des masses ; une révolution culturelle et morale ; une maîtrise des hommes sur leur environnement et sur eux-mêmes et une pensée autogestionnaire, c'est-à-dire dégagée des déterminismes simplistes, du volontarisme étatisé et du dogmatisme idéologique.

L'AUTOGESTION n'est pas un dogme ou un « Deus ex machina » ; elle est soumise à la critique de la pratique et de la pensée. Elle se critique elle-même en se réalisant à travers des contradictions dont n'est libérée aucune structure sociale, et, par là, celle de la société socialiste yougoslave. Mais il n'est pas justifié de dire que le débat sur l'autogestion est « purement » théorique, car il exprime la réalité sociale en transformation et dont préfigure notre avenir à tous. C'est pourquoi l'expérience yougoslave n'est ni un cas isolé et particulier, ni un modèle à imiter. Elle se connaît mieux par le pensée et l'œuvre des autres.

(1) Le Conseil antiterroriste de libération nationale de Yougoslavie, premier corps révolutionnaire représentatif du peuple armé, qui s'est constitué en novembre 1943 et dont les décisions ont jeté les bases de la nouvelle structure étatique.

Dans ce numéro :

P. 2 et 3 : LES ALLIANCES AMERICAINES EN ASIE : Le bassin du Pacifique, enjeu économique et plate-forme d'une nouvelle stratégie, par Michael T. Klare.

P. 4 : La nouvelle course aux armements stratégiques dans l'océan Indien, par Mohan Ram.

Correspondance.

P. 5 : Fin de l'article de Virgilio Delamora sur le Portugal.

P. 6 et 7 : LES OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT : Déterioration des termes de l'échange et « désaccumulation » du capital, par Frédéric-F. Clairmonte ; L'OPEP face à la confiscation de la nouvelle rente pétrolière, par Georges Cornu.

P. 8 : Disparitions sans mystères au Chili, par Jose Maria Bulnes Aldunate.

Recherches universitaires sur les relations internationales : la fin d'un monopole, par Charles Zenghibe.

P. 15 : Fin de l'article de Cl. Delachet et E. Guillon : le nouveau Sud-Vietnam.

P. 16 et 17 : LE NOUVEAU PARI ECONOMIQUE DU JAPON, par Philippe Pons.

Elections législatives et nouveaux gouvernements.

P. 18 et 19 : Libre circulation de l'information et domination mondiale, par Herbert I. Schiller.

Dans les revues...

Jean Elleinstein, le « phénomène stalinien » et les limites de l'orthodoxie, par Bernard Féron.

P. 20 à 23 : CUBA : LA CONSOLIDATION, rapport de Bernard Cassin.

P. 24 : Les livres du mois.

P. 25 à 27 : L'activité des organisations internationales.

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES à usage professionnel

Langues et Affaires, organisation moderne d'enseignement à distance, riche de plus de vingt années d'expérience dans le domaine linguistique, a mis au point des cours de langues étrangères (anglais, allemand, italien, espagnol) spécialement conçus pour une utilisation professionnelle (langue du commerce et des affaires, langue économique et contemporaine).

Quels que soient le système de vos activités et votre lieu de résidence, vous pouvez suivre ces enseignements sans abandonner votre vie professionnelle quotidienne. Ils consistent de plus, des préparations efficaces aux diplômes des chambres de commerce étrangères, de l'université de Cambridge (Lower et Proficiency), au B.T.S. de traducteur commercial, etc.

Nombreuses utilisations dans commerce et échanges internationaux, compagnies aériennes et maritimes, tourisme, administrations, banques, commerce international, secrétariat multilingue, traduction, interprétation, hôtesse, etc.

Méthodes audio-visuelles sous niveau (y compris débutants). Département Formation Professionnelle Continue, Service Orientation, Doc. grat. n° 1472 à Langues et Affaires (organisme privé), 35, rue Colonne, 92300 Paris-Levallois. Téléphone : 370-21-22.

Septembre 1975

سازمان چاپ